

12E ÉDITION DU FORUM AFRICAIN DE L'INVESTISSEMENT ET DU COMMERCE

L'ALGÉRIE CONSOLIDE SON RÔLE MOTEUR DANS L'ÉCONOMIE AFRICAINE

Réunis samedi à Alger à l'occasion de la 12e édition du Forum africain de l'investissement et du commerce, les participants ont insisté sur la place centrale occupée par l'Algérie dans la dynamique économique africaine. Ils ont notamment salué son engagement à travers de grands projets continentaux et une vision stratégique orientée vers le renforcement de la coopération africaine commune.



P.4

ENTRENOUS

Quotidien national d'information

« La vérité est comme l'eau ; elle prend la forme du récipient qui la contient. » Ibn Khaldoun

Dimanche 22 Dhou El-Qi'da 1447 - 10 Mai 2026 - N° 1302 : ISSN 1112-6167. www.entrenous.dz Prix :25 DA

ILS SONT TÉMOINS DES PLUS GRANDES HORREURS

QUI RÉPARERA LE TRAUMATISME DES ENFANTS DE PALESTINE ?



Médecins sans frontières a alerté sur la nécessité d'une prise en charge en matière de santé mentale, notamment chez les jeunes, soulignant que la majorité d'entre eux ont subi des traumatismes parfois irréversibles comme la perte d'usage de la parole suite au génocide.

P.7

FOIRE DES PRODUITS ET SERVICES ALGÉRIENS À NOUAKCHOTT

FORTE AFFLUENCE DES VISITEURS

La 8e édition de la Foire des produits et services algériens à Nouakchott, organisée du 5 au 11 mai courant, enregistre une forte affluence des visiteurs venus découvrir de près la qualité et la diversité des produits nationaux dans différents domaines.

P.4

AUDIENCE PRÉSIDENTIELLE

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE REÇOIT LA MINISTRE DÉLÉGUÉE AUPRÈS DE LA MINISTRE FRANÇAISE DES ARMÉES ET DES ANCIENS COMBATTANTS



P.3

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a reçu, samedi, Mme Alice Rufo, ministre déléguée auprès de la ministre française des Armées et des Anciens combattants, porteuse d'un message du Président français, M. Emmanuel Macron au président de la République.

MASSACRES DU 8 MAI 1945

« GRAVÉS À JAMAIS DANS LA MÉMOIRE DU PEUPLE ALGÉRIEN »

L'inspecteur général du ministère des Moudjahidine et des Ayants droit, Hatem Bendifallah, a souligné, vendredi après-midi à Guelma, lors de la commémoration de la Journée nationale de la mémoire marquant le 81e anniversaire des massacres du 8 mai 1945, que ce souvenir restera "gravé à jamais dans la mémoire du peuple algérien qui a prouvé sa résilience et sa solidarité".

P.4

MASSACRES DU 8 MAI 1945

« GRAVÉS À JAMAIS DANS LA MÉMOIRE DU PEUPLE ALGÉRIEN »

L'inspecteur général du ministère des Moudjahidine et des Ayants droit, Hatem Bendifallah, a souligné, vendredi après-midi à Guelma, lors de la commémoration de la Journée nationale de la mémoire marquant le 81e anniversaire des massacres du 8 mai 1945, que ce souvenir restera "gravé à jamais dans la mémoire du peuple algérien qui a prouvé sa résilience et sa solidarité".

Lors d'un discours prononcé au nom du ministre des Moudjahidine et des Ayants droit, en présence du wali, Samir Chibani, des autorités civiles et militaires, de membres de la famille révolutionnaire, d'acteurs de la société civile et d'une foule nombreuse de citoyens, M. Bendifallah a indiqué, en marge de la marche de fidélité organisée en mémoire des Martyrs assassinés le mardi 8 mai 1945 par le colonialisme français lors d'une manifestation pacifique pour revendiquer l'indépendance, que l'Algérie "ne commémore pas seulement cette date, mais entend l'inscrire pour toujours dans la mémoire des jeunes pour qu'elle demeure une flamme inextinguible et un rempart pour notre souveraineté nationale".

Il a ajouté que "l'attention particulière que le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, accorde au dossier de la mémoire nationale s'explique par le fait que cette dernière constitue un rempart pour la nation et la source de sa force".

Le même responsable a également déclaré que la jeunesse algérienne d'aujourd'hui "comprend parfaitement l'importance de préserv



ver l'héritage des Martyrs et de transmettre leurs valeurs aux générations futures", et est consciente du fait que la préservation de la mémoire est "une continuation de la lutte entamée par nos aïeux pour la dignité et la gloire de l'Algérie".

La marche commémorative du 8 mai 1945 a débuté à partir du lieu-dit "Kermat", sur les hauteurs de la ville de Guelma, à 16 heures précises, il y

a 81 ans.

La procession, à laquelle ont participé les autorités locales et l'inspecteur général du ministère des Moudjahidine, aux côtés d'une foule de citoyens, était conduite par de jeunes scouts des deux sexes.

Les participants à la marche ont parcouru les rues "Anouna" et Abdelhamid Ben-Badis pour atteindre la place du 8 Mai 1945, soit le même iti-

néraire emprunté, il y a 81 ans, par les militants du mouvement national et des foules de citoyens venus de tous les hameaux, douars et villages de la wilaya de Guelma pour revendiquer l'indépendance de l'Algérie.

La délégation, observant une halte à l'endroit-même où la police française avait arrêté et exécuté, sur ordre du sous-préfet de Guelma, André Achiary, le premier Martyr de ces massacres, le jeune Abdallah Boumaza, dit Hamid, a écouté l'hymne national, lu la Fatiha du Coran en hommage aux Martyrs.

L'inspecteur général du ministère des Moudjahidine, accompagné des autorités locales civiles et militaires, de Moudjahidine et d'une foule nombreuse des citoyens, s'était rendu, dans la matinée, au cimetière des Martyrs de la ville de Guelma pour une cérémonie de recueillement, avant de visiter un certain nombre de monuments et de sites qui furent le théâtre d'exactions, dans les communes de d'Héliopolis, de Boumahra-Ahmed et de Belkheir.

RA

COMMÉMORATION DES MASSACRES DU 8 MAI 1945 À SÉTIF

LE MINISTRE DES MOUDJAHIDINE PARTICIPE À LA MARCHÉ DE LA MÉMOIRE ET DE LA FIDÉLITÉ

Plusieurs centaines de citoyens de Sétif, en tête desquels le ministre des Moudjahidine et des Ayants droit, Abdelmalek Tacherift, les représentants des autorités locales civiles et militaires, de la famille révolutionnaire et des acteurs de la société civile, ont participé, vendredi, à "la marche de la Mémoire et de la fidélité" à l'occasion de la commémoration de la Journée nationale de la mémoire et des massacres perpétrés le 8 mai 1945 par le colonisateur français contre des manifestants à Sétif, Guelma et Kherrata (Béjaïa).

La marche s'est ébranlée devant la mosquée Abou Dhar El Ghafari pour atteindre la stèle commémorative érigée à la mémoire de Saâl Bouzid, premier Martyr à tomber lors de ces manifestations sous les balles de la police française.

La marche, qui se voulait pacifique, avait réuni, il y a 81 ans, des milliers d'Algériens revendiquant leur droit à l'indépendance et à la liberté, mais qui avaient été sauvagement réprimés donnant lieu à de véritables massacres qui figurent à ce jour parmi les plus sanglants de l'époque moderne.

La procession commémorative, formée de centaines de citoyens de tous âges, de groupes de scouts musulmans algériens (SMA) et d'enfants brandissant des emblèmes nationaux a sillonné l'avenue du 1er-Novembre avant d'atteindre l'avenue du 8-Mai 1945 où se trouve la stèle frappée de l'effigie de Saâl Bouzid au pied de laquelle une gerbe de fleurs a été déposée avant la lecture de la Fatiha du Saint Coran en hommage à ce héros et à tous les Martyrs.

Non loin de là, des dizaines d'écoliers ont entonné, dans un silence respectueux, des chants patriotiques qui ont conféré une grande charge émotionnelle à l'ambiance recueillie qui enveloppait cette partie de la capitale des Hauts plateaux.

Le ministre des Moudjahidine et des Ayants droit, accompagné des autorités civiles et militaires de la wilaya, de membres de la famille révolutionnaire et d'acteurs de la société civile, s'était auparavant rendu au cimetière de Sidi Saïd de la cité Bouaroua, connu pour abriter une fosse commune où il s'est recueilli à la mémoire de tous ceux qui ont donné leur sang pour que l'Algérie vive libre et indépendante.

RA

ABDELMALEK TACHERIFT À BEJAÏA

« L'ENGAGEMENT DES JEUNES POUR RENFORCER L'IMMUNITÉ NATIONALE EST UNE RESPONSABILITÉ IMPOSÉE PAR LES VALEURS MÉMORIELLES »

Le ministre des Moudjahidine et des Ayants droit, Abdelmalek Tacherift, a affirmé, vendredi à Béjaïa, que l'engagement des jeunes dans le renforcement de l'immunité nationale constitue une "noble responsabilité imposée par les valeurs de la Mémoire".

Le ministre a indiqué, dans une allocution prononcée à l'occasion de la commémoration du 81e anniversaire des massacres du 8 mai 1945, à "Chaâbet Lakhra" à Kherrata, en présence du wali Kamel-Eddine Kerbouche, que l'engagement des jeunes dans "le renforcement de l'immunité nationale et la préservation des fondements de l'identité n'est pas seulement un choix, mais une noble responsabilité imposée par les valeurs mémorielles, afin qu'elle demeure la garantie suprême pour relever les défis de l'avenir avec constance et souveraineté".

Il a ajouté que les jeunes, qualifiés "d'héritiers" du legs de Novembre et attachés à leurs profondes racines historiques, sont aujourd'hui "la locomotive des victoires nationales".

M. Tacherift a insisté, à ce propos, sur la nécessité de faire une lecture avec "discernement" du contexte historique des manifestations et des massacres qui ont été perpétrés à Sétif, Guelma et Kherrata, ainsi que des "prémices ayant précédé ces événements et massacres, de même que les conséquences décisives qui en ont résulté et qui ont tracé, par le sang, la voie vers la glorieuse Révolution de Novembre".

Il a également souligné que cette date historique a été un témoin de "la fusion du peuple avec son destin pour la liberté, afin de puiser l'inspiration dans ce lieu, des épopées du sacrifice", affirmant que le 8 mai 1945 demeurera "un flambeau qui éclaire le chemin des victoires nationales et de la fidélité au message des Chouhada".

Il a indiqué que le message du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, à l'occasion de cette commémoration, "est venu consolider la profondeur symbolique de cet anniversaire et réaffirmer la centralité du dossier de la Mémoire nationale au cœur de la souveraineté de l'Etat, en tant

que référence nationale qui transcende toute considération et garantie fondamentale pour renforcer l'identité et protéger les acquis historiques de la nation".

M. Tacherift a salué l'instruction donnée par le président de la République au ministère des Moudjahidine et des Ayants droit pour concrétiser deux projets liés aux assises nationales de la Mémoire et de l'Histoire et à la préparation d'un projet de loi relatif à la Mémoire nationale, en fidélité aux martyrs des massacres du 8 mai 1945 et aux martyrs de l'Algérie.

Par ailleurs, le ministre des Moudjahidine a honoré des moudjahidine témoins des massacres du 8 mai 1945, dont Allik Saïd, Madani Ali et Mansouri Ismaïl. Il a également inauguré la place historique au niveau du pont Hanouz après sa réhabilitation, ensuite il s'est recueilli en mémoire des martyrs et déposé une gerbe de fleurs au monument historique.

RA

AUDIENCE PRÉSIDENTIELLE LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE REÇOIT LA MINISTRE DÉLÉGUÉE AUPRÈS DE LA MINISTRE FRANÇAISE DES ARMÉES ET DES ANCIENS COMBATTANTS

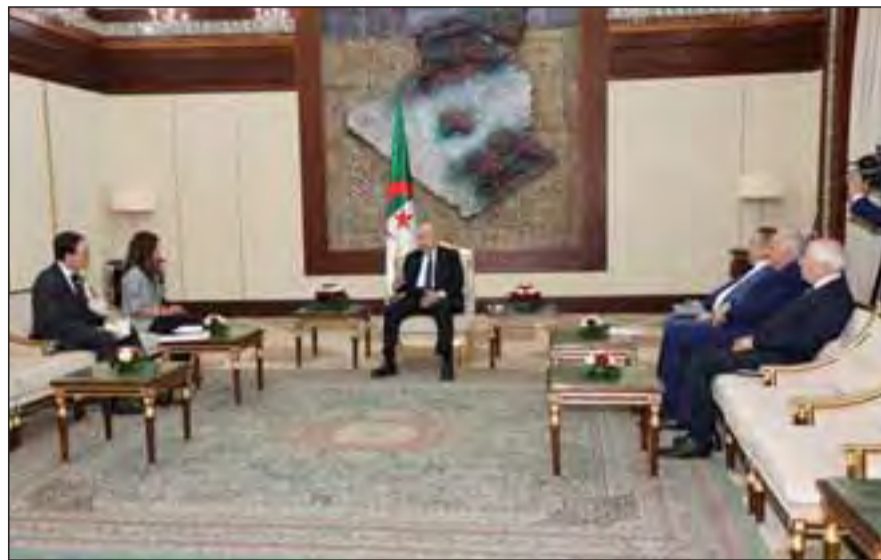
Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a reçu, samedi, Mme Alice Rufo, ministre déléguée auprès de la ministre française des Armées et des Anciens combattants, porteuse d'un message du Président français, M. Emmanuel Macron au président de la République.

Mme Rufo était accompagnée de l'ambassadeur de France en Algérie, M. Stéphane Romatet.

L'audience s'est déroulée en présence du ministre d'Etat, chargé de l'Inspection générale des services de l'Etat et des Collectivités locales, M. Brahim Merad, du

ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, M. Ahmed Attaf, et du Conseiller auprès du président de la République, chargé des affaires diplomatiques, M. Amar Abba.

RA



« LES ENTRETIENS AVEC LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE ONT ÉTÉ CONSTRUCTIFS »

La ministre déléguée auprès de la ministre française des Armées et des Anciens combattants, Mme Alice Rufo, a souligné, samedi à Alger, que les entretiens qu'elle a eus avec le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, ont été "constructifs". "Les entretiens que j'ai eus avec le président de la République ont été constructifs et ont fait suite à la visite que j'ai effectuée, à la demande du Président Macron, hier à Sétif, pour commémorer, aux côtés de l'Algérie, les événements tragiques qui se sont produits le 8 mai 1945", a-t-elle déclaré à l'issue de l'audience que lui a accordée le président de la République.

"Je voulais vous dire ici que j'ai été très touchée par l'accueil qui m'a été réservé à Sétif, un accueil chaleureux que nous avons senti, moi-même et toute la délégation, avec émotion. Et nous savons évidemment ce que la tragédie (du 8 mai 1945) représente pour le peuple algérien", a-t-elle souligné.

"S'agissant de la relation entre nos deux pays d'Etat à Etat, le Président Macron m'avait chargée d'exprimer sa détermination à trouver ensemble les voies et moyens de réengager entre nos deux pays une relation respectueuse, d'égal à égal,

apaisée et confiante", a-t-elle souligné.

Elle a indiqué avoir évoqué avec le président de la République les relations bilatérales "dans le contexte de tensions internationales, à la fois au Moyen-Orient, dans le Détroit d'Ormuz, mais aussi au Sahel, avec la crise mondiale de l'énergie et tous les enjeux dans la région méditerranéenne", affirmant la nécessité d'un dialogue "construit et nourri". "Notre objectif est d'obtenir rapidement des résultats. Nous avons donc discuté de pistes concrètes pour que les mois à venir soient utiles aux intérêts et aux relations entre l'Algérie et la France", a-t-elle ajouté. Il s'agit, a-t-elle dit, de la coopération de sécurité et de défense que "j'ai longuement évoquée, ce matin, avec le Général d'Armée Saïd Chanegriha (ministre délégué auprès du ministre de la Défense nationale, Chef d'Etat-major de l'Armée nationale populaire) qui est "très importante dans un contexte africain et international marqué par une déstabilisation".

"Nous avons aussi évoqué la coopération dans le domaine migratoire", a-t-elle relevé, affirmant que "la France se félicite de la reprise de cette coopération après la visite du ministre de l'Intérieur,

Laurent Nuñez, en Algérie".

"Nous avons également évoqué les moyens d'intensifier cette coopération, notamment dans le domaine judiciaire et de la lutte contre le narcotrafic" qui constituent un volet "très important pour nos deux pays", a-t-elle mentionné.

Précisant qu'elle est accompagnée dans cette visite de l'ambassadeur de France en Algérie, Mme Rufo a mis l'accent sur l'importance de "poursuivre l'agenda que nous avons acté et défini ensemble et que le président de la République souhaite pouvoir mener dans les mois qui viennent pour en faire une année utile".

"Le Président Macron entend regarder notre histoire avec lucidité, courage et vérité", a fait remarquer la responsable française.

"Nous avons discuté aussi de la commission mixte d'histoire et de mémoire qui avait été mise en place, et le Président Tebboune a marqué son accord pour reprendre, sans délai, le travail de cette commission", a-t-elle ajouté.

RA/APS

RETOUR SUR LA VISITE OFFICIELLE DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE EN TURQUIE PLUSIEURS ACCORDS DE COOPÉRATION BILATÉRALE SIGNÉS

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a coprésidé avec son frère, le président turc, Recep Tayyip Erdogan, jeudi soir à Ankara, la cérémonie de signature de plusieurs accords de coopération bilatérale couvrant des secteurs comme l'industrie, le commerce, l'agriculture, l'information, la poste et les transports.

Ces accords et mémorandums d'entente, signés au Complexe présidentiel à Ankara, portent notamment sur un protocole de coopération entre l'Etablissement public de télévision (EPTV) et l'Etablissement turc de radio et télévision (TRT) dans le domaine de la télévision. Le document a été signé par l'ambassadeur d'Algérie en Turquie, M. Boumediène Guennad, et le Directeur général de TRT, M. Mehmet Zahid Sobaci.

Un mémorandum d'entente a également été signé entre l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI) et le Bureau de l'investissement et du financement relevant de la Présidence de la République de Turquie, portant sur la coopération dans le domaine de la promotion de l'investissement. Le document a été signé par le Directeur général de l'AAPI, M. Omar Rekkache, et le prési-

dent du Bureau turc de l'investissement et du financement, M. Burak Daglioglu.

Un autre mémorandum d'entente a été signé entre le ministère algérien de la Communication et la Direction de la communication à la Présidence de la République de Turquie dans le domaine de la lutte contre la désinformation.

Le document a été signé par le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, M. Ahmed Attaf, et le Directeur de la communication à la Présidence de la République de Turquie, M. Burhanettin Duran.

Dans le même cadre, les deux pays ont signé une déclaration conjointe entre le ministère algérien du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations et le ministère turc du Commerce, relative au lancement de négociations en vue de la conclusion d'un accord commercial préférentiel.

Le document a été signé par le ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, M. Kamel Rezig, et le ministre turc du Commerce, M. Omer Bolat.

La liste comporte également un accord entre le Gouvernement algérien et son homologue turc dans le domaine de la protection des végétaux et de la quarantaine agricole, signé par le ministre de

l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, M. Yacine El-Mahdi Oualid, et le ministre turc de l'Agriculture et des Forêts, M. Ibrahim Yumakli.

Par ailleurs, le ministre de l'Industrie, M. Yahia Bachir, et le ministre turc de l'Industrie et de la Technologie, M. Mehmet Fatih Kacir, ont signé un mémorandum d'entente entre leurs ministères concernant la coopération en matière de normalisation, d'évaluation de la conformité et de formation, ainsi qu'un mémorandum d'entente relatif au développement des petites et moyennes entreprises (PME).

En outre, le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, M. Saïd Sayoud, et le ministre turc de l'Intérieur, M. Mustafa Ciftci, ont signé un mémorandum d'entente entre leurs ministères concernant la gestion des catastrophes et des situations d'urgence.

Par la même occasion, un accord entre l'Algérie et la Turquie sur la reconnaissance mutuelle des permis de conduire a été signé par le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, M. Saïd Sayoud, et le ministre turc de l'Intérieur, M. Mustafa Ciftci.

Il a aussi été procédé à la signature d'un mémorandum d'entente entre le Gouvernement algérien et son homologue turc dans le domaine de la protection des moudjahidine et des ayants-droit

des choudhada. Le document a été signé par le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, M. Ahmed Attaf, et le ministre turc de la Famille et des Affaires sociales, Mme Mahinur Ozdemir Goktas.

La coopération bilatérale a également été renforcée par un accord entre le Gouvernement algérien et son homologue turc relatif au transport routier international de voyageurs et de marchandises, signé par le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, M. Saïd Sayoud, et le ministre turc des Affaires étrangères, M. Hakan Fidan.

De plus, un mémorandum d'entente a été signé entre le ministère de la Poste et des Télécommunications et le ministère turc des Transports et de Marchandises, portant sur la coopération dans le domaine des services postaux et des télécommunications, et ce, par le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, M. Ahmed Attaf, et son homologue turc, M. Hakan Fidan.

Enfin, le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, et son homologue turc, M. Recep Tayyip Erdogan, ont signé la Déclaration conjointe de la première session du Conseil de coopération stratégique de haut niveau algéro-turc.

PRESTATION DE SERMENT DU PRÉSIDENT DJIBOUTIEN REPRÉSENTANT LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE, M. NASRI PREND PART À LA CÉRÉMONIE

Représentant le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, le président du Conseil de la nation, M. Azouz Nasri, a pris part, samedi dans la

capitale Djibouti, à la cérémonie de prestation de serment du Président djiboutien réélu, M. Ismaïl Omar Guelleh, indique un communiqué de la Chambre haute du

parlement. En marge de cette cérémonie, M. Nasri a rencontré le Président Ismaïl Omar Guelleh, à qui il a transmis "les félicitations du Président de la République,

et ses vœux de prospérité et de stabilité au peuple djiboutien frère", conclut le communiqué.

RA

12E ÉDITION DU FORUM AFRICAÏN DE L'INVESTISSEMENT ET DU COMMERCE L'ALGÉRIE CONSOLIDE SON RÔLE MOTEUR DANS L'ÉCONOMIE AFRICAÏNE

Réunis samedi à Alger à l'occasion de la 12e édition du Forum africain de l'investissement et du commerce, les participants ont insisté sur la place centrale occupée par l'Algérie dans la dynamique économique africaine. Ils ont notamment salué son engagement à travers de grands projets continentaux et une vision stratégique orientée vers le renforcement de la coopération africaine commune.

Par Youcef Hamidi

Organisée par le Centre arabo-africain d'investissement et de développement (CAAID), en collaboration avec l'Union africaine (UA), la Banque africaine d'import-export (Afreximbank) et le Secrétariat de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf), cette manifestation se déroule en présence du ministre de l'Économie de la connaissance, des start-up et des micro-entreprises, Noureddine Ouadah, du ministre de la Jeunesse chargé du Conseil supérieur de la jeunesse (CSJ), Mustapha Hidaoui, ainsi que de l'ancien président nigérien Mahamadou Issoufou.

Cette rencontre, prévue sur deux journées, voit également la participation du secrétaire général de la ZLECAf, Wamkele Mene, ainsi que de la commissaire de l'UA chargée du développement économique, du commerce, du tourisme, de l'industrie et des mines, Francisca Tchouop Belobe.

Intervenant lors de cette rencontre, M. Ouadah a mis en avant l'importance des projets structurants initiés par l'Algérie afin de renforcer les liaisons entre les pays africains, soulignant la nécessité pour le continent d'accéder à une véritable « souveraineté technologique ».

Dans ce contexte, il a rappelé l'intérêt accordé par l'Algérie à la jeunesse africaine et aux start-up, tout en appelant à investir davantage dans les compétences afin de faire face aux mutations imposées par l'intelligence artificielle.

De son côté, M. Hidaoui a évoqué les efforts déployés par l'Algérie pour stimuler la croissance économique à travers l'accompagnement des jeunes porteurs de projets innovants, dans le but de créer une valeur ajoutée réelle au profit de l'économie africaine et de consolider l'intégration continentale.

Pour sa part, M. Issoufou a rendu hommage au rôle précurseur joué par l'Algérie en Afrique, estimant qu'elle ne constitue pas seulement une puissance économique majeure, mais aussi le « principal acteur » dans la concrétisation de l'Agenda 2063.

L'Algérie représente également le « principal moteur » du corridor économique transsaharien, a-t-il affirmé, met-



tant en avant l'importance de la route transsaharienne, du gazoduc transsaharien (TSGP) ainsi que de la dorsale transsaharienne à fibre optique dans la dynamique des échanges reliant les côtes méditerranéennes au cœur du continent et au golfe de Guinée.

Selon lui, la stratégie algérienne fondée sur l'investissement dans ces infrastructures illustre pleinement le principe d'« ouverture des marchés ».

Le président du CAAID, Amine Boutalbi, a indiqué, quant à lui, que l'Afrique est désormais considérée comme l'un des espaces économiques les plus prometteurs au monde, avec des capacités permettant de générer plus de 560 milliards de dollars d'opportunités d'investissement et d'affaires.

Soulignant les nombreux atouts stratégiques dont dispose l'Algérie pour devenir une véritable porte d'entrée vers l'Afrique, grâce notamment à sa position

géographique, à ses capacités logistiques et à sa vision économique, M. Boutalbi a plaidé pour un renforcement de l'intégration économique africaine, la levée des obstacles freinant l'investissement et le commerce, ainsi que la promotion de la paix, de la stabilité, de l'éducation et de la formation.

De son côté, M. Mene a salué les avancées enregistrées dans l'activation des mécanismes de la ZLECAf, tout en félicitant l'Algérie pour l'organisation, en 2025, de la 4e édition de la Foire commerciale intra-africaine (IATF).

Mme Belobe a, pour sa part, estimé que le niveau actuel des échanges intra-africains demeure inférieur aux potentialités réelles du continent, insistant sur la nécessité de relever les défis majeurs qui freinent la concrétisation de la ZLECAf, laquelle ambitionne de sortir au moins 30 millions de personnes de l'extrême pauvreté.

Dans une intervention vidéo, l'ancien président d'Afreximbank, Benedict Oramah, a qualifié l'expérience algérienne de « modèle de résilience économique et de gouvernance », affirmant que l'Algérie a su développer des infrastructures solides qui consolident sa place de principale porte d'accès aux échanges commerciaux africains.

L'ambassadeur de Chine en Algérie, Dong Guangli, a, de son côté, annoncé la décision de Pékin d'appliquer, à partir de ce mois de mai, un régime de « zéro tarif douanier » au profit de 53 pays africains. Selon lui, cette mesure offrira de nouvelles perspectives d'accès au marché chinois pour les produits algériens, ajoutant que l'Algérie demeure un partenaire stratégique de la Chine en Afrique et dans le monde arabe.

Y.H

FOIRE DES PRODUITS ET SERVICES ALGÉRIENS À NOUAKCHOTT FORTE AFFLUENCE DES VISITEURS

La 8e édition de la Foire des produits et services algériens à Nouakchott, organisée du 5 au 11 mai courant, enregistre une forte affluence des visiteurs venus découvrir de près la qualité et la diversité des produits nationaux dans différents domaines.

Le ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, organisateur de l'événement, a indiqué, dans un communiqué, que la cinquième journée de la Foire a été marquée par une forte affluence des familles et des professionnels mauritaniens, très intéressés par les produits et services algériens exposés, notamment dans les secteurs de l'agroalimentaire, de l'industrie pharmaceutique, des matériaux de construction, des équipements électroménagers et des services

de santé. Cet intérêt pour les produits algériens sur le marché mauritanien reflète "le niveau de confiance acquis grâce à leur qualité et à leur compétitivité", dans un contexte marqué par "la volonté commune des deux pays de renforcer l'intégration économique et de développer le partenariat commercial au service des intérêts communs de l'Algérie et de la Mauritanie", selon la même source.

Parallèlement, les rencontres d'affaires bilatérales (B2B) entre les entreprises algériennes et mauritaniennes se poursuivent, en marge de la Foire, en vue d'examiner les opportunités de partenariat et d'investissement et d'élargir les canaux de distribution et de commercialisation, au service du renforcement des

échanges commerciaux bilatéraux et de l'ouverture de nouvelles perspectives de coopération économique entre les deux pays, a ajouté la même source.

Plus de 350 entreprises algériennes représentant différents secteurs productifs et de services prennent part à cet événement, ce qui "reflète les capacités économiques dont dispose désormais l'Algérie ainsi que son orientation stratégique visant à promouvoir les exportations hors hydrocarbures et à renforcer l'accès du produit national aux marchés africains", a conclu le communiqué.

RE

HYDRAULIQUE

LES FINANCEMENTS CONSÉQUENTS CONSACRÉS AU SECTEUR DOIVENT GARANTIR UN APPROVISIONNEMENT RÉGULIER

Le ministre de l'Hydraulique, Lounès Bouzegza, a déclaré, samedi à Médéa, que "les financements conséquents consacrés au secteur de l'hydraulique doivent garantir un approvisionnement régulier et durable en eau potable des populations".

Le ministre a indiqué que "l'Etat avait injecté des enveloppes financières importantes pour la réalisation de divers projets destinés à assurer la sécurité de l'approvisionnement en eau potable des citoyens, et qu'il était impératif que cet effort financier se traduise par une amélioration constante de l'Alimentation en eau potable (AEP) des foyers".

M. Bouzegza a révélé, lors de sa visite dans la wilaya, qu'"une vingtaine de barrages répartis sur le territoire national affichent un taux de remplissage supérieur à 100%, tandis que le reste des ouvrages affiche en

moyenne un taux de remplissage de 60% grâce aux dernières précipitations.

Le volume d'eau mobilisé au niveau de l'ensemble des barrages du pays devrait suffire à couvrir les besoins des ménages pendant deux ans, a affirmé le ministre, soulignant, toutefois, la nécessité d'une gestion efficace et efficiente de ces ressources hydriques pour éviter tout dysfonctionnement en matière d'alimentation en eau potable, notamment durant la période estivale.

Le ministre de l'Hydraulique a annoncé, par ailleurs, l'augmentation du quota des 33 localités de la wilaya de Médéa alimentées à partir du barrage de Koudiat Acerdoune (Bouira), qui passera de 85.000 M3/j à 200.000 M3/j.

M. Bouzegza a entamé sa visite par le barrage de Ghrib (Ain Defla), qui alimente près d'une vingtaine de

communes. Il a insisté sur la nécessité de lancer rapidement les travaux de réalisation du projet de doublement de la conduite Ghrib-Médéa, ainsi que des stations de transfert vers ces localités afin d'augmenter le volume d'eau qui leur est réservé et de sécuriser leur alimentation.

Il s'est ensuite rendu à la station de traitement et d'épuration (STEP) d'Oued-Lahrache, à Médéa, puis sur le chantier de construction d'une nouvelle STEP implantée dans la commune de Berrouaghia, où il a mis l'accent sur la nécessité de renforcer l'utilisation des eaux épurées dans les secteurs industriel et agricole.

RA/APS

OUARGLA

TOUT POUR AMÉLIORER LES SOINS MÉDICO-CHIRURGICAUX

Les 4es assises médico-chirurgicales de la faculté de médecine de l'université Kasdi Merbah d'Ouargla (8-9 mai) ont eu pour axe central la « Qualité des soins de santé entre état des lieux et avancées », rassemblant soignants, formateurs et experts du domaine.

Par Ali Boudefel

Selon le doyen Bouaziz Hocine, cet événement vise à rehausser la qualité des services rendus aux patients par des recommandations propres à perfectionner les démarches diagnostiques et à garantir des prises en charge efficaces. Il a souligné la présence de spécialistes en cardiologie, néphrologie et hématologie, ainsi que d'universitaires et chercheurs venus de Batna, Sétif, Alger, Laghouat, Blida et Ouargla. Le docteur Ahmed



Kadri, président de l'Association des médecins d'Ouargla, a précisé que cette manifestation s'inscrit dans le programme annuel de l'association, mené avec la faculté, pour renforcer

le savoir-faire des médecins, mettre à jour leurs connaissances et diffuser les dernières avancées scientifiques. Elle offre également aux étudiants en médecine un cadre d'échanges avec

des praticiens, généralistes et spécialistes, pour partager expériences et compétences. Lamia Amani, responsable de la cellule qualité de l'université d'Ouargla, a exposé, lors d'une communication sur la gestion qualitative des structures sanitaires, que l'université s'appuie sur la norme « ISO », système mondial souple et adaptable à divers organismes, y compris les hôpitaux. Ces journées ont permis d'aborder de nombreux sujets : éducation thérapeutique, traitements novateurs, observance rigoureuse chez l'asthmatique, intelligence artificielle en santé, don et transplantation d'organes en Algérie –entre réalités, obstacles et promesses–, ainsi que l'infection urinaire et l'optimisation de sa prise en charge. Deux ateliers ont également eu lieu, l'un sur le cancer colorectal, l'autre sur la présentation d'un dispositif de surveillance de la glycémie.

A.B

BOUIRA

RAFOUR HONORE LA MÉMOIRE DE "IGHZER IWAQUREN"

Samedi, les résidents du hameau de Rafour, dans la commune de M'Chedallah (est de Bouira), ont célébré le 69e anniversaire de l'anéantissement, survenu le 6 mai 1957, de leur ancien bourg "Ighzer Iwaquren" et du déplacement forcé de ses habitants par l'armée coloniale française. Cette cérémonie était dirigée par M. Karim Belhaddad, délégué du ministère des Moudjahidine et Ayants-droit, ainsi que par Mme Houria Agoune, wali de Bouira. Tous deux se sont rendus dans ce lieu escarpé, témoin des exactions coloniales pendant la guerre de libération nationale. Ils ont déposé une gerbe devant la stèle où figurent les noms des combattants tombés lors

des accrochages avec les troupes françaises. Interrogé par l'APS, l'ancien moudjahid Aliouet Ahmed a raconté ce douloureux épisode : "Le 6 mai 1957, l'armée coloniale a brûlé entièrement Ighzer Iwaquren, puis a expulsé ses gens vers Rafour, afin d'isoler les maquisards de la zone." Selon lui, les forces coloniales pensaient qu'un grand nombre de soldats de l'Armée de libération nationale (ALN) se cachaient dans cette contrée montagneuse, où l'ennemi avait subi de graves pertes après l'incendie du village. L'ALN décida alors de prendre sa revanche en organisant deux embuscades non loin de là. Les maquisards parvinrent à dominer les combats et à tuer une

cinquantaine de soldats français, avant de se retirer dans les forêts environnantes, ajoute M. Aliouet. D'anciennes femmes du lieu, qui ont connu ces faits, se remémorent avec émotion le jour de la destruction par les flammes. "Deux jours avant, l'armée coloniale, qui avait cerné toute la zone, nous a ordonné de partir", confie Ouardia, septuagénaire. Les commémorations comprenaient un riche programme préparé par le comité d'organisation de l'association "Thadukli" et le conseil des sages de Rafour, inauguré le 1er mai par un semi-marathon rassemblant plusieurs dizaines de coureurs.

A.B

TISSEMSILT

RELOGEMENT DE 85 FAMILLES À THENIET EL-HAD

Quatre-vingt-cinq (85) familles vivant dans des habitations précaires dans la commune de Theniet El-Had, wilaya de Tissemsilt, ont été relogées samedi dans de nouveaux logements situés dans la même commune.

Les services de la wilaya ainsi que les organismes concernés ont supervisé cette opération de relogement au profit des familles qui résidaient dans trois quartiers, à savoir "Les Frères Lardjem", "Chahid Aïssani" et "El-Wiam". Les bénéficiaires ont été transférés vers de nouveaux logements implantés dans la localité d'Amrouna, relevant de la même collectivité locale.

Dans le cadre de cette opération visant à éradiquer l'habitat précaire, les moyens humains et matériels nécessaires ont été

mobilisés. La démolition des anciennes habitations a été entamée immédiatement après l'achèvement du relogement, a-t-on indiqué. Le chef de daïra de Theniet El-Had, Noureddine Habiche a déclaré à la presse que cette opération contribuera à l'amélioration de l'environnement urbain, à la récupération du foncier urbain et à sa mobilisation pour l'implantation de plusieurs projets de développement.

Pour rappel, plus de 600 logements ont été attribués durant l'année 2025 dans le cadre de la lutte contre l'habitat précaire, avec la récupération de plus de 77 hectares de foncier destinés à la réalisation de nouveaux projets de logement dans la wilaya.

R.R

DJELFA

FORMATION EN ENTREPRENEURIAT POUR 30 STAGIAIRES

Trente (30) stagiaires de la formation professionnelle à Djelfa ont bénéficié d'une session de formation en entrepreneuriat visant à renforcer leurs connaissances pratiques, a-t-on appris samedi auprès de la direction du secteur.

Selon le directeur local de la formation et de l'enseignement professionnels, Abderrezak Goudjil, cette session, organisée à l'Institut national spécialisé Moudjahid Khaled Triki dans le quartier Bahrara, commune de Djelfa, a permis aux stagiaires d'élargir leurs connaissances dans le domaine de l'entrepreneuriat, considéré comme un outil de concrétisation des idées de projets.

Organisée en coordination avec l'Agence de wilaya d'appui et de développement de l'entrepreneuriat, l'opération a duré sept

jours et s'est achevée à la fin de la semaine en cours. La formation a porté sur plusieurs axes, notamment les fondements de l'entrepreneuriat et les mécanismes permettant de transformer des idées de projets en initiatives concrètes pour créer des start-up rentables et générer des emplois.

Le même responsable a souligné que cette session s'inscrit dans le cadre de l'orientation nationale visant à promouvoir l'esprit entrepreneurial et à accompagner les jeunes porteurs d'idées dans la concrétisation de projets réels. Il a également mis en avant l'importance accordée par le secteur à la formation dans ce domaine, en tant qu'outil efficace de lutte contre le chômage et d'encouragement de l'initiative privée.

R.R

RELIZANE, NAÂMA ET EL BAYADH

DÉBUT DE LA VENTE DES MOUTONS IMPORTÉS

Les wilayas de Relizane, Naâma et El Bayadh ont entamé, samedi, les opérations de vente des moutons importés à travers plusieurs points de vente agréés, dans le cadre d'une organisation rigoureuse visant à faciliter l'acquisition des bêtes pour les citoyens inscrits sur la plateforme numérique dédiée.

Dans la wilaya de Relizane, l'opération a été lancée à travers huit points de vente agréés répartis entre le chef-lieu de wilaya et plusieurs communes, notamment Zemmoura, Mendes, Djediouia, Mediouna, El Hassi et El Matmar.

La vente est exclusivement réservée aux citoyens inscrits sur la plateforme mise en place à cet effet, lesquels reçoivent des SMS précisant la date ainsi que le lieu de retrait de leur mouton.

Par ailleurs, une deuxième cargaison de moutons importés a été réceptionnée. D'importants moyens humains, matériels et organisationnels ont été mobilisés, avec un accompagnement vétérinaire et sécuritaire ayant permis le bon déroulement de l'opération dans des conditions jugées satisfaisantes par les citoyens.

Dans la wilaya de Naâma, l'opération de vente a été lancée à travers sept points répartis sur plusieurs communes, après la réception d'un premier lot estimé à 2.400 têtes ovines sur un quota global de 6.400 têtes.

L'opération se déroule selon un calendrier précis basé sur l'envoi de messages SMS, sous la supervision des services vétérinaires chargés de veiller au respect des conditions sanitaires et organisationnelles, conformément aux instructions des pouvoirs publics visant à réguler le marché et à mettre des moutons à la disposition des citoyens à des prix étudiés.

Dans la wilaya d'El Bayadh, y compris dans la wilaya déléguée de Labiodh Sidi Cheikh, un premier lot de 2.000 têtes ovines a été réceptionné et réparti sur trois points de vente.

Les services vétérinaires supervisent l'opération à travers le contrôle de l'état sanitaire des moutons ainsi que des conditions de transport et de distribution, parallèlement à des campagnes d'inspection menées au niveau des marchés hebdomadaires. Les préparatifs se poursuivent également en vue de l'ouverture de points de vente supplémentaires consacrés au bétail local.

R.R

AÉRONAUTIQUE

LES COMPAGNIES AÉRIENNES
FACE À LA HAUSSE DU KÉROSÈNE

Les compagnies aériennes traversent une période particulièrement compliquée, marquée par une hausse du prix du kérosène. En mars, le gallon de carburant a atteint 3,13 dollars, soit une augmentation de 31 % par rapport au mois précédent.

Par Rihab Taleb

Aux États-Unis, les dépenses en kérosène ont grimpé à 5,06 milliards de dollars, contre 3,88 milliards un an plus tôt. En Europe, les transporteurs parlent du plus grand défi depuis la pandémie de Covid, tant l'impact sur leurs finances est lourd.

Pour limiter les pertes, les compagnies aériennes commencent à répercuter ces coûts sur leurs clients. Certaines, comme Air France ou plusieurs compagnies américaines, ont instauré des surtaxes sur les billets. D'autres préfèrent appliquer des frais supplémentaires sur les bagages. Mais toutes ne suivent pas cette voie, Swiss, par exemple, n'a pas encore pris de décision en ce sens. La Fédération française de l'aviation a d'ailleurs assuré que les hausses resteraient modérées, afin de ne pas compromettre la saison estivale, essentielle pour le secteur. Car derrière ces choix se cache une crainte majeure : perdre des passagers si les prix augmentent trop vite.

Les annulations de vols existent, mais elles restent marginales. Transavia, filiale d'Air France-KLM, a supprimé certaines liaisons fin avril,



mais la tendance n'est pas généralisée. En revanche, une autre stratégie est largement utilisée, réduire la taille des avions ou le nombre de sièges disponibles. Selon Cirium, plus de 9 millions de sièges ont été retirés pour la période estivale, et rien qu'en mai, 2 millions de places ont disparu. Lufthansa, Turkish Airlines, Air China, United et American Airlines figurent parmi les compagnies ayant adopté cette solution, qui permet de limiter les coûts sans suspendre totalement les vols.

Certaines compagnies cherchent à tirer parti de la situation. Swiss, par exemple, a redéployé un avion

inutilisé vers New Delhi après la suspension de ses vols vers Dubaï. Cette réorientation lui a permis d'augmenter ses bénéfices au premier trimestre. Lufthansa suit une logique similaire, en misant davantage sur les liaisons vers l'Asie, où la demande reste forte. Jens Fehlinger, directeur général de Swiss, a toutefois précisé que ces mesures étaient temporaires, même si elles pourraient être prolongées si la demande se confirme. L'idée est de rester flexible et de s'adapter mois après mois. Les économies ne concernent pas seulement les avions. Delta a annoncé la suppression du service de boissons et de collations

sur les vols courts dès le 19 mai, une décision qui a provoqué de vives réactions sur les réseaux sociaux. United Airlines applique déjà ce service zéro, qui consiste à supprimer toute prestation gratuite sur les trajets courts. Les compagnies low-cost américaines ont même demandé une aide gouvernementale de 2,5 milliards de dollars, mais le secrétaire aux Transports, Sean Duffy, a rejeté cette requête, estimant qu'elle n'était pas nécessaire à ce stade. En Europe, les transporteurs ont sollicité des mesures d'urgence auprès de l'Union européenne, mais aucune réponse concrète n'a encore été donnée. Pour les passagers, ces ajustements signifient des billets plus chers, des services réduits et parfois des avions plus petits, moins confortables. Pour les compagnies, il s'agit d'un exercice d'équilibriste, préserver leurs marges tout en maintenant l'attractivité de leurs vols. Le kérosène, qui représente près d'un quart de leurs dépenses, agit comme une menace permanente sur leur rentabilité. L'été 2026 s'annonce donc comme une période délicate, où les transporteurs devront prouver leur capacité à s'adapter à un environnement instable. Si les passagers acceptent ponctuellement des hausses de prix ou des services réduits, la multiplication de ces restrictions pourrait changer leur rapport à l'avion. Le secteur aérien, déjà fragilisé par la pandémie et les crises géopolitiques, se retrouve face à un dilemme important : maintenir son attractivité tout en absorbant une hausse des coûts qui semble partie pour durer.

R.T

EXPORTATIONS CHINOISES
EN HAUSSE DE 25,3% MALGRÉ LA
GUERRE AU MOYEN-ORIENT

Par Nawal Bordji

Alors que de nombreux observateurs anticipaient un ralentissement marqué, la Chine a enregistré en avril une forte progression de ses exportations, aussi bien à l'échelle mondiale qu'en direction des États-Unis. En pleine instabilité internationale, cette performance illustre la capacité de l'économie chinoise à encaisser les chocs extérieurs. Les effets de la guerre au Moyen-Orient semblent finalement moins lourds que prévu pour Pékin. Selon les données rendues publiques ce samedi par l'administration des Douanes, les exportations chinoises vers les États-Unis ont retrouvé le chemin de la croissance au cours du mois d'avril.

À l'échelle mondiale, les ventes chinoises à l'étranger ont progressé de 14,1% sur une année durant le mois écoulé, tandis que les importations ont enregistré une hausse de 25,3%. Ces résultats dépassent largement les prévisions des économistes interrogés par Bloomberg, qui tablaient sur une augmentation de 8,4% des exportations et de 20% des importations. Ils contrastent également avec les chiffres du mois de mars, lorsque les exportations n'avaient augmenté que de 2,5% sur un an, un niveau déjà jugé inférieur aux attentes. Concernant le marché américain, les exportations chinoises ont rebondi de 11,3% en avril sur un an, après plusieurs mois de recul marqué : elles avaient chuté de 11% en janvier-février puis de 26,5% en mars comparativement à l'année précédente. Cette baisse était principalement liée aux surtaxes douanières imposées par Washington. Cette amélioration intervient à quelques jours d'une visite attendue de

Donald Trump à Pékin. Les échanges avec le président chinois Xi Jinping devraient porter essentiellement sur le commerce bilatéral, les barrières douanières et le déséquilibre commercial jugé favorable à la Chine. Depuis plusieurs années, Pékin et Washington s'affrontent dans une guerre commerciale intense. L'année 2025 a marqué un tournant avec l'instauration de nouvelles taxes douanières particulièrement élevées et de multiples restrictions après le retour de Donald Trump à la présidence américaine. Les deux dirigeants avaient toutefois conclu en octobre une trêve provisoire dont les suites restent encore incertaines.

À la fin du mois de février, la Cour suprême des États-Unis avait supprimé une grande partie des droits de douane décidés par l'administration Trump. Washington a néanmoins conservé certaines mesures ciblant spécifiquement la Chine et envisage encore de nouvelles sanctions commerciales. En 2025, les exportations chinoises vers les États-Unis avaient reculé de 20%, alors que l'excédent commercial total de la Chine atteignait un niveau record proche de 1.200 milliards de dollars. En avril 2026, les exportations vers le marché américain ont représenté 36,8 milliards de dollars, contre 33 milliards une année auparavant. Le commerce extérieur continue ainsi de jouer un rôle central dans la croissance chinoise. Cette forte dépendance constitue toutefois une fragilité dans un contexte intérieur de plus en plus difficile. Le pays reste confronté à la crise immobilière, à l'endettement élevé des collectivités locales, aux excédents de production, aux pressions déflationnistes ainsi qu'au chômage important touchant les jeunes.

N.B

SÉCURITÉ ÉNERGÉTIQUE
MÉDITERRANÉENNE
L'ITALIE CONSOLIDE SES ALLIANCES
GAZIÈRES AVEC LA LIBYE

Face aux turbulences du commerce planétaire du gaz, Rome intensifie ses collaborations énergétiques en Méditerranée pour garantir ses ressources. L'Italie et la Libye souhaitent hâter leurs initiatives gazières conjointes afin de mieux protéger les livraisons énergétiques régionales, dans un climat troublé par des rivalités géopolitiques et des aléas sur les marchés mondiaux. Réunies à Rome le jeudi 7 mai, la cheffe du gouvernement italien Giorgia Meloni et le dirigeant libyen Abdulhamid Dbeibah ont manifesté leur détermination à approfondir la coopération et les investissements dans le domaine énergétique.

Cette démarche intervient alors que Rome cherche à limiter sa vulnérabilité aux secousses perturbant les circuits mondiaux de l'énergie. Les récentes entraves aux expéditions qatariennes de GNL, consécutives aux frappes iraniennes ayant endommagé une partie des infrastructures du pays, ont ranimé les craintes liées à la dépendance européenne aux cargaisons maritimes. Fortement tributaire des importations, l'Italie ambitionne d'obtenir davantage de volumes via des fournisseurs proches et reliés par gazoduc.

Dans cette approche, la Libye occupe un rôle central. Ce pays nord-africain demeure le premier expéditeur de pétrole brut vers la Botte, représentant presque un cinquième des achats italiens. Les deux nations sont également reliées par le gazoduc GreenStream, qui connecte le complexe gazier de Mellitah sur la côte libyenne à la Sicile.

Des exportations libyennes freinées par des obstacles structurels

Cependant, les ventes libyennes de gaz vers l'Italie ont diminué ces dernières années, passant d'environ 1,4 milliard de m³ en 2024 à près de 1 milliard de m³ en 2025. Ce repli traduit plusieurs verrous structurels : l'accroissement de la demande intérieure en Libye, des équipements vieillissants, des interruptions fréquentes des chaînes de production, et une instabilité politique chronique. Ces difficultés maintiennent le gazoduc GreenStream largement sous-exploité.

Face à ce constat, Rome et Tripoli s'efforcent d'accélérer les financements destinés à relancer l'extraction et à rénover les réseaux. Des représentants de la commission parlementaire italienne dédiée à la sécurité avaient déjà souligné fin avril la nécessité d'accroître les investissements pour augmenter les expéditions libyennes vers l'Italie.

Le groupe italien Eni est au centre de cette stratégie. Implanté en Libye depuis 1959, il reste le premier opérateur international dans le pays, avec une extraction d'environ 162 000 barils équivalent pétrole par jour en 2025. Trois projets de développement sont actuellement en cours, dont deux devraient débiter leur production dès 2026.

Le programme d'investissement, évalué à près de 10 milliards de dollars, inclut notamment le projet offshore de compression de Sabratha, le « BourGasUtilization Project » destiné à valoriser le gaz associé, ainsi que le développement offshore A&E, présenté comme le plus important chantier énergétique réalisé en Libye depuis plus de vingt ans.

N.B

SOUDAN

L'UNICEF PARVIENT À ACHEMINER UNE AIDE D'URGENCE AU NORD-DARFOUR

Une aide vitale du Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF) est finalement arrivée dans la région d'Oum Brou, au Nord-Darfour, au Soudan, malgré d'importants obstacles sécuritaires, alors que cette zone critique reste en proie à de graves violences et à une crise humanitaire aiguë.

Par Ikram Haou

L'agence onusienne a indiqué jeudi dernier, dans un communiqué, que le convoi humanitaire avait réussi à atteindre les familles bloquées après avoir surmonté d'importants obstacles sur le terrain ainsi que de sévères restrictions entravant l'acheminement de l'aide. Elle a également précisé que cette mission humanitaire figure parmi les plus difficiles menées dans la région au cours des derniers mois.

Cette aide vitale comprend des fournitures essentielles dans les domaines de la santé, de la nutrition, de l'eau et de l'assainissement au profit de plus de 15 000 personnes, principalement des enfants et des femmes vivant dans des conditions extrêmement précaires en raison du conflit persistant et de l'absence de services de base.

D'après les évaluations onusiennes, la région d'Oum Brou enregistre des niveaux alarmants de malnutrition aiguë chez les enfants, dépassant les 52 %, dont près de 18 % souffrent de cas critiques mettant directement leur vie en danger.

Au Nord-Darfour, d'autres régions, notamment Karnoy et Tina, ont également enregistré des taux



élevés, illustrant l'extension de la crise alimentaire et sanitaire.

Pour sa part, M. Sheldon Yett, représentant de l'UNICEF au Soudan, a souligné que les fournitures acheminées à Oum Brou ne représentent qu'une infime partie des besoins. Il a ainsi appelé toutes les parties à garantir un accès humanitaire sûr, durable et sans entraves afin d'éviter davantage de pertes parmi les enfants.

Il a rappelé que les Nations unies prévoient, cette année, plus de 4,2

millions de cas de malnutrition aiguë au Soudan, dont 825 000 cas critiques.

Par ailleurs, les avertissements internationaux se multiplient concernant l'aggravation des souffrances des civils au Soudan, notamment en raison de la poursuite du conflit et des restrictions imposées à l'acheminement de l'aide humanitaire dans plusieurs zones affectées.

Après trois ans de guerre entre l'armée régulière soudanaise (SAF) et les paramilitaires des Forces de

soutien rapide (FSR/RSF), ces derniers contrôlent une grande partie de l'ouest du pays, notamment le Darfour, ainsi que plusieurs zones agricoles, tandis que l'armée a repris du terrain à Khartoum et dans l'est. La guerre s'enlise, avec une implication croissante de puissances régionales. Le Soudan connaît désormais la plus grande crise humanitaire au monde, et les enfants figurent parmi les principales victimes de ce conflit, alors que la situation menace des milliers d'entre eux de mourir de faim, de maladie ou de malnutrition.

Selon l'OMS, depuis avril 2023, le conflit au Soudan a engendré l'une des crises humanitaires les plus graves au monde. En 2026, 33,7 millions de personnes auront besoin d'une aide humanitaire, dont 7,4 millions de déplacés internes, tandis que la violence, l'insécurité alimentaire et les épidémies mettent à rude épreuve un système de santé déjà fragile. Près de 40 % des établissements de santé sont hors service, et le choléra, la rougeole, le paludisme ainsi que la dengue continuent de se propager dans un contexte de faible couverture vaccinale.

I.H

AGRESSION SIONISTE CONTRE GHAZA

L'UE DOIT SUSPENDRE "IMMÉDIATEMENT" L'ACCORD D'ASSOCIATION LA LIANT À L'ENTITÉ SIONISTE, DÉCLARE HUMAN RIGHTS WATCH

L'ONG internationale de défense des droits de l'homme "Human Rights Watch (HRW)" a affirmé jeudi que l'Union européenne (UE) doit suspendre "immédiatement" l'accord d'association la liant à l'entité sioniste et le transfert d'armes vers cette entité qu'elle accuse de commettre des crimes de guerre et des actes de génocide à Gaza.

"Les manifestations de masse et les mobilisations à travers l'Union européenne ont contribué à faire lentement avancer les choses, mais l'UE et ses Etats membres doivent immédiatement : suspendre les transferts d'armes vers (l'entité sioniste), suspendre l'accord d'association UE- (entité sioniste), interdire le commerce avec les colonies illégales et sanctionner les responsables des crimes d'apartheid", a-t-elle écrit sur les réseaux sociaux.

S'exprimant devant le Comité des Nations unies pour l'exercice des droits inaliénables du

peuple palestinien, Claudio Fancavilla, membre de HRW, a affirmé que l'UE et ses Etats membres n'ont pas accompli leur devoir de prévenir le génocide et de faire respecter les décisions internationales, rappelle l'ONG.

Selon Claudio Fancavilla, les Etats membres de l'UE disposaient, pourtant, de nombreux moyens de persuasion efficaces, mais "la plupart ont choisi de ne pas les utiliser".

Pis encore, outre cette inaction, "certains Etats membres de l'UE continuent d'apporter à (l'entité sioniste) un soutien militaire, économique et politique", a-t-il déploré.

L'Organisation a tenu, dans de précédents rapports, l'entité sioniste pour responsable d'extermination et de génocide dans la bande de Gaza.

HRW a déjà accusé l'occupant sioniste d'utiliser la famine des civils comme méthode de guerre à Gaza, affirmant que le blocus généra-

lisé a créé des conditions de vie calculées pour détruire la population.

En 2025, l'Organisation a déclaré que les actions de l'entité sioniste, notamment le blocus et la destruction d'infrastructures essentielles, s'apparentent à une "extermination" et à des crimes contre l'humanité.

Les rapports soulignent que le blocage de l'aide humanitaire et la destruction ciblée d'hôpitaux et d'écoles ont provoqué des conséquences fatales pour les habitants, avec des niveaux de malnutrition alarmants et un risque de famine généralisée, dénonçant le déplacement forcé de la quasi-totalité de la population de Gaza par l'armée sioniste.

Le Rapport mondial 2026 de l'ONG indique que, malgré un bref cessez-le-feu, la situation humanitaire est restée catastrophique, avec des attaques continues.

RI

ESCALADE DES ATTAQUES CONTRE LES CIVILS DANS L'EST DE LA RDC

L'ONU PRÉOCCUPÉE

Les Nations unies ont exprimé leur inquiétude face à une nouvelle vague d'attaques meurtrières visant des civils dans l'est de République démocratique du Congo, ayant fait des dizaines de morts.

Le porte-parole adjoint du secrétaire général de l'ONU, Farhan Haq, a indiqué vendredi soir, citant le Bureau des Nations unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA), qu'au moins 34 civils ont été tués au cours des trois derniers jours dans une série d'attaques ayant ciblé les provinces de l'Ituri et du Nord-Kivu.

Il a précisé que les attaques survenues dans les territoires d'Irumu et de Mambasa, en Ituri, entre mardi et jeudi, ont coûté la vie à au moins 15 civils et contraint de nombreux habitants à fuir vers des villages voisins du Nord-Kivu.

Dans la localité d'Oicha, au Nord-Kivu, une attaque menée par un groupe armé près de la frontière avec l'Ituri a également fait au moins 19 morts parmi les civils mardi et mercredi.

Le responsable onusien a ajouté que

plusieurs civils ont été attaqués alors qu'ils travaillaient dans leurs champs, tandis que d'autres sont toujours portés disparus, selon des informations fournies par des partenaires locaux.

Par ailleurs, au moins 130 civils ont été tués dans le territoire de Mambasa, en Ituri, depuis la mi-mars, tandis que plus de 500 personnes ont été enlevées.

Sur le plan humanitaire, les violences ont entraîné le déplacement de plus de 68.000 personnes à l'intérieur de Mambasa et vers la province voisine de la Tshopo, ainsi que plus de 310.000 déplacés dans les territoires de Beni et Lubero, au Nord-Kivu.

Le responsable onusien a souligné que les partenaires humanitaires poursuivent l'évaluation des besoins urgents des déplacés, réitérant l'appel des Nations unies à toutes les parties au conflit pour qu'elles cessent immédiatement les attaques contre les civils et respectent le droit international humanitaire.

RI

LIBAN

PLUS DE LA MOITIÉ DE LA POPULATION DÉPEND DE L'AIDE HUMANITAIRE

Plus de la moitié de la population du Liban "dépend de l'aide humanitaire", a déploré vendredi une responsable de l'Union européenne, qui a consacré 100 millions d'euros d'aide humanitaire d'urgence au pays depuis le début de l'agression sioniste.

"A l'heure actuelle, plus de trois millions de personnes, donc plus de la moitié de la population au Liban, dépend de l'aide humanitaire pour survivre", a déclaré la responsable de l'UE pour les situations de crise humanitaire, Hadja Lahbib.

La responsable européenne, qui a rencontré le président Joseph

Aoun, a annoncé que l'UE avait déjà acheminé, depuis le début de l'agression sioniste le 2 mars, six avions d'aide humanitaire et qu'un septième était attendu samedi.

Les frappes sionistes au Liban ont fait plus de 2.700 martyrs, plus de 8.200 blessés et plus d'un million de déplacés.

L'ONU avait lancé un appel d'urgence en mars pour une aide de 308 millions de dollars, mais la somme collectée en un peu plus de deux mois s'élève à quelque 126 millions de dollars seulement, selon les agences onusiennes.

RI

IA ET SANTÉ ÉMOTIONNELLE

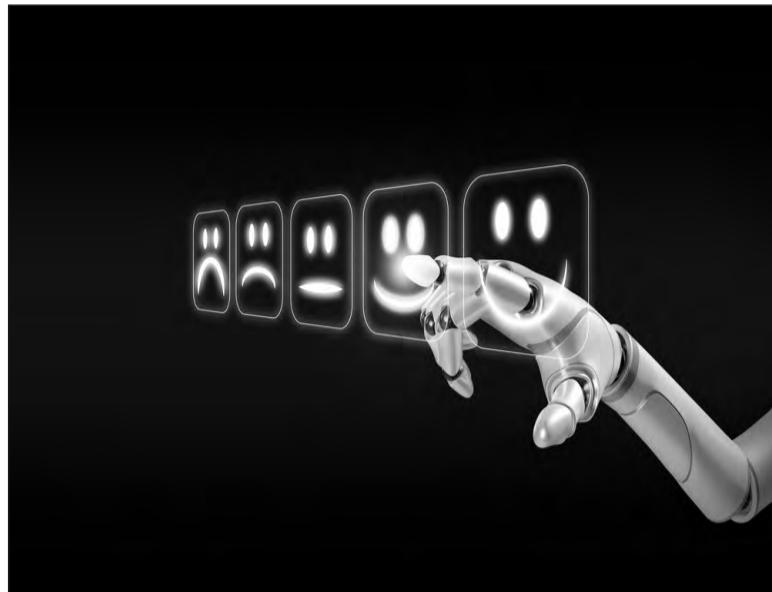
LA FRONTIÈRE ÉTROITE ENTRE L'HOMME ET LA MACHINE

Alors que l'intelligence artificielle s'invite dans nos vies quotidiennes, son rôle dépasse désormais le simple divertissement. Selon une étude près d'un jeune sur deux confie utiliser les agents conversationnels comme confident, révélant une nouvelle forme de relation entre l'humain et la machine.

Par Yakout Abina

D'après une enquête Ipsos-BVA réalisée en 2026 dans quatre pays dont la France, l'Allemagne, la Suède et l'Irlande. Près de la moitié des 11-25 ans utilisent l'intelligence artificielle pour aborder des sujets personnels et intimes. L'IA conversationnelle n'est donc plus perçue uniquement comme un divertissement, elle s'impose progressivement comme un interlocuteur disponible en permanence, jugé accessible, non critique et rassurant.

Avec les avancées fulgurantes de l'IA, la frontière entre l'humain et la machine tend à s'effacer. Notre quotidien est de plus en plus cerné par de nombreuses applications en tous genres dans lesquelles l'IA s'immisce petit à petit : chatbots, assistants virtuels et objets connectés... Ces systèmes sont aujourd'hui capables de décrypter nos émotions joie, colère, sérénité ou inquiétude en temps réel. Grâce à l'analyse de la voix, certains logiciels détectent les variations de tonalité, le débit, les tremblements ou les hésitations, autant d'indicateurs précieux pour les



algorithmes.

Cependant, malgré leur confiance envers les technologies, les jeunes font preuve de lucidité. Près d'un sur deux souligne les risques liés à la confidentialité, et beaucoup estiment que l'IA peut favoriser l'isolement social. Elle peut néanmoins offrir un accompagnement utile en s'appuyant sur des modèles psychologiques, des données sociologiques ou des tendances relationnelles, elle aide à analyser des situations, à poser des questions pertinentes et à suggérer des pistes de communication. Mais les normes sociales varient selon les cultures, un comportement perçu comme respectueux dans une société peut être interprété

comme un signe de défiance ailleurs. Les codes de communication et les valeurs collectives façonnent ainsi les réactions individuelles.

Toutefois, cette aptitude peut s'avérer précieuse dans d'autres domaines notamment le domaine médical. Par exemple, détecter le stress ou l'anxiété chez un patient atteint de la maladie d'Alzheimer, alors qu'il ne parvient plus à exprimer clairement son ressenti. Pour les seniors ou les personnes souffrant de troubles neurodégénératifs, les émotions constituent un indicateur essentiel de bien-être, mais elles restent difficiles à percevoir.

Comme le rappelle VarshaDevi, chercheuse en vision par

ordinateur au CESI LINEACT, « reconnaître une émotion ne se limite pas à identifier une expression faciale ». Le visage fournit des indices, mais jamais une preuve absolue. Un sourire peut masquer l'inquiétude, une expression neutre peut cacher une souffrance intérieure. Chez les personnes atteintes de troubles cognitifs, les expressions sont souvent peu marquées ou dominées par des émotions négatives, ce qui brouille l'interprétation.

Le risque est donc réel : en se basant uniquement sur des signaux faciaux ambigus, les modèles d'IA classiques produisent des classifications réductrices, voire erronées. Ce constat, largement documenté en neuropsychiatrie et en neurologie, impose de dépasser l'analyse du visage pour explorer d'autres indices. Comme le résume Amine Bohi, enseignant-chercheur au CESI LINEACT : « Le visage donne des indices, mais ce n'est jamais une preuve absolue. Si on s'arrête là, on prend le risque de se tromper. »

L'intelligence artificielle peut ainsi constituer une aide précieuse, mais elle ne doit en aucun cas se substituer à la richesse et à la profondeur du regard humain. Elle doit apprendre à intégrer et respecter la diversité des cultures, des sensibilités et des expériences. Son rôle n'est pas de remplacer la relation humaine, mais de l'accompagner, de l'enrichir et de la soutenir, sans jamais prétendre incarner l'empathie ou l'intuition propres à l'être humain.

Y.A

GADGETS CONNECTÉS QUAND UN BIJOU TECHNOLOGIQUE PRÉTEND DÉCODER NOS HUMEURS

Par Salim Nait Ouguelmim

La start-up Anoria aurait conçu un accessoire connecté analysant nos ressentis en continu. En captant la voix et des indicateurs physiologiques, l'appareil déchiffrerait notre état psychique et suggérerait des actions adaptées pour réguler nos affects. Anoria affirme que ce produit inaugure l'époque du coefficient émotionnel.

Anoria dit avoir créé le premier bijou électronique lisant et interprétant instantanément les sensations de son utilisateur. Dit autrement, ce dispositif décrypterait en direct notre psychisme. Sur le portail officiel d'Anoria, l'objet est décrit comme un « Whoop des sentiments », clin d'œil à la montre Whoop.

Anoria, un gadget promettant de saisir nos émotions en temps réel

Pour justifier cette idée, la start-up part d'un bilan : « La technologie capte toute notre concentration, et l'IA a rendu l'intelligence ordinaire. Discerner nos sentiments et leurs causes n'a jamais été aussi complexe ni aussi essentiel ». Alors que les montres intelligentes évaluent les capacités corporelles et la récupération nocturne, la performance, selon Anoria, est « mentale à 90 % ». La société ajoute ensuite : « Pourtant, nul n'a instauré de retour d'information sur nos émotions ».

Ce qui serait désormais réalisé avec le produit Anoria. Mais quel est son principe exact ? Anoria utilise SOMI, un « système d'inférence de l'état mental » qui traite vos paramètres physiologiques, ainsi que vos marqueurs vocaux, et les convertit instantanément pour caractériser votre vécu affectif. Sur X, Michael Belhassen, créateur de la société, déclare : « Anoria fonctionne comme une perception supplémentaire. Par des signaux visuels et vibratoires discrets, elle repère les variations de votre ressenti interne avant même que vous ne les remarquiez. Elle vous en révèle la source et vous offre des pistes tangibles. Bien plus qu'un simple enregistreur, c'est une introspection portable ». Le mécanisme

produit aussi un « Indice de Flux », organisé autour de trois axes : votre vitalité, votre état d'esprit et votre attention. Cet « Indice de Flux » varierait sans cesse selon la nature de l'échange, la personne présente, le logiciel utilisé, le morceau écouté ou l'action en cours, comme assister à une réunion. Et comme le souligne le dirigeant d'Anoria, l'accessoire offre des solutions « tangibles » afin de maîtriser vos sentiments, par exemple diffuser un titre d'Eminem, joindre votre ami Alex ou changer son environnement proche, pour citer les cas proposés par la start-up.

Avènement du coefficient émotionnel, responsables du futur et transformation planétaire

Avec son accessoire, Anoria vise prioritairement les créateurs d'entreprise, les dirigeants et les artistes. La jeune pousse, qui se qualifie d'« entreprise d'interactions humaines », déclare en outre que son objet signe le début de l'ère du « QE », soit l'ère du coefficient émotionnel, en parallèle (ou en conflit ?) avec le coefficient intellectuel. Sur X, la responsable marketing d'Anoria, Reblaub (son pseudonyme), affirme que « Les meneurs de demain ne seront pas ceux qui ont le plus de QI dans la salle, mais ceux qui auront la meilleure connaissance d'eux-mêmes ». Sur YouTube, une séquence promotionnelle évoque l'ambiance du rassemblement Burning Man aux États-Unis et sa vocation transcendante. À cet égard, la voix hors champ indique qu'un outil novateur pourrait « transformer notre perception du réel ». Enfin, soulignons que Michael Belhassen, le fondateur d'Anoria, se présente comme un ex-salarié d'Apple ayant consacré 5 ans à développer des iPhone, parmi lesquels la structure de l'iPhone 17 Pro. Il aurait été hanté durant 10 années par cette interrogation : « les affects humains peuvent-ils être saisis et quantifiés par la science ? ». Par ailleurs, l'équipe d'Anoria compte notamment d'anciens techniciens d'Apple et de Meta. Il faudra désormais constater si cet accessoire réussira vraiment à interpréter nos sentiments et s'il ne sera pas refoulé aux limites de l'Union européenne.

S.N.O

RÉSEAUX SOCIAUX FIN DU SECRET INTÉGRAL SUR INSTAGRAM

Depuis 2023, on pouvait sécuriser intégralement ses échanges sur Instagram en enclenchant une option dans les réglages. Depuis ce vendredi, cette possibilité n'existe plus.

Un léger pas en arrière pour la confidentialité des données. Dans un communiqué mis en ligne sur son portail, la plateforme Instagram a déclaré que l'option de crypter ses conversations privées cesse à partir de ce vendredi 8 mai 2026. Rarement employée, cette option avait été lancée en 2023. « Les conversations codées de bout en bout ne sont plus compatibles à compter du 8 mai 2026 », précise l'application du conglomérat Meta (qui détient aussi Facebook, Messenger et WhatsApp).

En pratique, le codage des échanges de bout en bout garantit que seule la personne qui envoie et celle qui reçoit un message peuvent en consulter le contenu, afin de protéger les utilisateurs face aux délinquants du numérique. C'est notamment ce mécanisme qu'emploie la messagerie WhatsApp. Contrairement à WhatsApp, sur Instagram, il fallait enclencher manuellement cette option en allant dans les paramètres. De ce fait, une immense majorité d'utilisateurs ne l'utilisait pas. Le conglomérat Meta, contrôlé par Mark Zuckerberg, s'appuie d'ailleurs sur cet usage restreint pour légitimer le retrait de cet outil.

DES CONSÉQUENCES MODÉRÉES

Pour l'essentiel des gens présents sur Instagram, cette évolution n'aura donc que peu d'impact. « Si cette modification affecte certaines de vos conversations, des directives dans les fils de discussion vous indiqueront comment enregistrer tous les documents multimédias ou messages que vous souhaiteriez conserver », précise Instagram.

« Si vous utilisez une version ancienne d'Instagram, vous devrez peut-être aussi actualiser l'application avant de pouvoir enregistrer les conversations concernées », ajoute la plateforme.

Début mars, l'application chinoise TikTok avait elle aussi annoncé qu'elle ne mettrait pas en place le codage intégral de ses messages privés. Bien qu'elle constitue une régression sur la protection des données, cette disposition est approuvée par certaines organisations, notamment celle de la sauvegarde des mineurs, selon la BBC. La suppression de ce codage permet de repérer des agissements illicites et risqués.

S.N.O

TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

ENTRE PROMESSES MIELLEUSES
ET FRACTURES FIELLEUSES

Coûts massifs, dépendances nouvelles, subventions permanentes : la bascule vers le solaire, l'éolien et l'électrique promet un avenir propre. Mais à quel prix pour les États, les citoyens et la souveraineté industrielle ? Réflexion sur une mutation qui bouscule l'économie autant que le climat.

Par Chaimaa Sadou

La transition énergétique n'est plus un slogan. Depuis 2018, les investissements mondiaux dans les renouvelables, les réseaux, le stockage, l'hydrogène et l'électrification des transports n'ont cessé de grimper. L'édition 2025 du Global Landscape of Energy Transition Finance de l'IRENA et de CPI confirme des montants record en 2024, avec une couverture élargie aux chaînes d'approvisionnement pour réduire les dépendances aux importations. Derrière les gigawatts installés, quatre grandes questions hantent pourtant les ministères, les usines et les ménages. La rentabilité est-elle réelle ? Change-t-on simplement de maître ? Le citoyen peut-il suivre ? Le marché tient-il debout sans l'argent public ?

Le mirage de la rentabilité

Pour un État, passer au vert coûte d'abord très cher. Une centrale solaire ou un parc éolien s'achète à prix fort : turbines, panneaux, onduleurs, raccordement. Vient ensuite l'entretien. Contrairement au pétrole, le vent et le soleil ne se stockent pas. Il faut des batteries, des réseaux intelligents, des interconnexions. L'IRENA note que les investissements doivent désormais couvrir non plus seulement la production, mais aussi les grilles, le stockage et l'efficacité énergétique.

À cela s'ajoute le casse-tête du recyclage. Une éolienne vit 20 à 25 ans. Ses pales, en matériaux composites, finissent encore trop souvent enfouies. Les panneaux solaires contiennent argent, silicium, verre. Leur démantèlement coûtera des milliards dès 2035. Aujourd'hui, les filières industrielles de recyclage sont naissantes. Les États qui financent l'installation devront demain financer le démontage. En Algérie, le programme de 15 000 MW solaires d'ici 2035 pose déjà la question : qui recyclera les 30 millions de panneaux en fin de vie ? Sans usine locale, la facture sera exportée, en devises.

Pourtant, parler d'« hémorragie sans fin » serait inexact. Le coût actualisé de l'électricité solaire et éolienne a chuté de plus de 80 % en dix ans. Dans beaucoup de pays, produire un mégawattheure renouvelable revient déjà moins cher que le charbon ou le gaz. Le problème n'est pas le prix de production, mais le prix du système : stockage, flexibilité, démantèlement. L'investissement est productif à long terme si la planification intègre tout le cycle de vie. Il devient un gouffre si chaque gouvernement lance ses projets sans filière locale de maintenance ni plan de recyclage. Les zones humides du Tell, comme le lac Tonga ou la Macta, subissent déjà la pression des lignes à haute tension et des centrales. Un parc mal implanté peut détruire autant de biodiversité qu'il permet de réduire d'émissions



de CO₂. L'arbitrage écologique est aussi financier.

La nouvelle géopolitique du business

Hier, l'OPEP tenait le robinet du pétrole. Aujourd'hui, la carte des dépendances se redessine autour de six minerais : lithium, nickel, cobalt, cuivre, graphite et terres rares. La Chine produit ou raffine une part écrasante de ces ressources. En 2025, elle détenait environ 22 fois plus de réserves de terres rares que les États-Unis et domine la chaîne des batteries, du spodumène australien au lithium raffiné.

Le Zimbabwe, premier producteur africain de lithium, a interdit l'export de minerai brut en 2026 pour forcer la transformation locale. Résultat immédiat : les prix chinois du lithium ont bondi de plus de 6 % en une séance. Le pays veut lancer sa première usine de sulfate de lithium, pour capter la valeur ajoutée. La Chine, elle, a annoncé 30 millions de tonnes de nouvelles réserves au Sichuan, devenant numéro deux mondial derrière le Chili.

Le Danemark règne sur l'éolien offshore, l'Indonésie sur le nickel, la RDC sur le cobalt. On remplace donc une dépendance au pétrole par une dépendance aux métaux. Sauf que ces métaux sont plus concentrés géographiquement et que leur raffinage est ultra-technologique. La sécurité énergétique devient une sécurité minérale. Les pays du Golfe, champions du solaire, l'ont compris : ils investissent à l'étranger pour sécuriser lithium, cobalt et nickel, mais les analystes rappellent que « l'argent achète l'accès, pas le contrôle ». Sans industrie de raffinage et sans recyclage massif, la souveraineté reste partielle. La transition crée de nouveaux monopoles, plus discrets que ceux du pétrole, mais tout aussi stratégiques. L'Algérie, riche en silicium et en soleil, peut éviter le piège en développant le raffinage du quartz et la fabrication locale de panneaux. Sinon, elle importera ses « barils verts » comme elle importait son essence raffinée.

Le consommateur pris au piège

Pour le citoyen, la transition a un visage concret : la pompe à chaleur à installer, la voiture électrique à acheter, la facture d'électricité qui change. Or toutes ces technologies

dépendent des mêmes métaux critiques. Quand le Zimbabwe ferme ses exportations ou que la demande triple d'ici 2040, le prix des batteries suit.

En Europe, les aides à l'achat d'un véhicule électrique peuvent dépasser 5000 euros. Sans elles, la citadine électrique reste 30 % plus chère que son équivalent thermique. Même logique pour la rénovation : isoler un logement ou poser des panneaux coûte plusieurs années de salaire moyen. Résultat, la transition risque de devenir un marqueur social. Ceux qui peuvent investir aujourd'hui économiseront demain sur l'énergie. Ceux qui ne peuvent pas subiront la hausse du carbone, des taxes et des carburants. Dans nos wilayas du Sud, où le climatiseur est vital six mois par an, un kilowattheure solaire mal compensé creuse l'écart entre villas équipées et foyers précaires. Éviter la fracture suppose trois leviers. D'abord, des filières de seconde vie et de recyclage pour faire baisser le prix des batteries. Ensuite, des solutions locatives : batteries en leasing, autoconsommation collective, réseaux de chaleur. Enfin, une fiscalité qui redistribue : utiliser la taxe carbone pour financer l'équipement des ménages modestes. Sans cela, le « luxe vert » opposera les centres-villes électrifiés aux périphéries thermiques. La transition ne peut pas être punitive. Elle doit être inclusive, sinon elle sera rejetée. Les oiseaux migrants qui traversent le Sahara vers nos zones humides ne trient pas les classes sociales. Mais la facture, elle, ne fait aucune distinction.

L'économie sous perfusion

Dernier tabou : les subventions. Aucune énergie n'a émergé sans soutien public. Le nucléaire français, le gaz de schiste américain, le pétrole offshore norvégien ont tous été amorcés par l'État. Le renouvelable ne fait pas exception. La différence, c'est l'échelle. Pour tenir les objectifs climatiques, l'IRENA estime qu'il faut multiplier les investissements annuels. D'où des crédits d'impôt, des tarifs garantis, des prêts bonifiés.

Ces aides masquent-elles des coûts réels ? Oui, en partie. Construire un électrolyseur d'hydrogène vert sans subvention n'est pas encore rentable. Stocker en batte-

ries lithium pour lisser le solaire coûte toujours plus cher que démarrer une turbine à gaz. Mais l'histoire industrielle montre que la subvention crée le volume, et le volume fait chuter les coûts. Le solaire l'a prouvé. L'Algérie subventionne encore l'électricité à 70 %. Passer au solaire sans réformer le tarif, c'est subventionner la subvention. Le vrai coût apparaîtra quand l'État devra choisir : maintenir l'aide ou la transférer aux renouvelables.

Le danger serait de pérenniser la perfusion. Un marché mature, c'est quand le prix payé par le citoyen reflète le coût complet, recyclage inclus, sans aide. On n'y est pas. L'éolien et le solaire s'en approchent. L'hydrogène, le captage de carbone, le stockage de longue durée en sont loin. La maturité viendra quand les appels d'offres se feront sans soutien et quand les industriels financeront le recyclage dès la conception. Les États doivent donc programmer l'extinction progressive des aides, sous peine de créer une industrie assistée.

La transition énergétique n'est ni un miracle ni une escroquerie. Elle est un chantier d'infrastructure aussi lourd que l'électrification du XXe siècle. Elle déplace les dépendances du puits de pétrole vers la mine de lithium, du baril vers la batterie. Elle peut être rentable si l'on pense cycle de vie, souveraineté si l'on investit dans le raffinage et le recyclage, juste si l'on protège les plus fragiles, mature si l'on prépare la fin des subventions. Le vent et le soleil sont gratuits. Les transformer en lumière, en froid, en mobilité pour tous, ne l'est pas.

Autre angle mort : l'eau. Les panneaux solaires demandent un nettoyage régulier – jusqu'à 10 000 litres par mégawatt et par an. Dans les régions arides, cette eau entre en concurrence directe avec l'agriculture et les zones humides. À Ghardaïa ou Ouargla, chaque goutte qui lave un capteur est une goutte qui ne va pas aux palmiers ou aux oiseaux migrants des chotts. Aux États de bâtir, non un mirage, mais un modèle. Car protéger le climat, c'est aussi protéger les zones humides où nichent les flamants roses et où s'arrêtent les cigognes. L'énergie propre ne vaut que si l'eau reste propre.

ILS SONT TÉMOINS DES PLUS GRANDES HORREURS QUI RÉPARERA LE TRAUMATISME DES ENFANTS DE PALESTINE ?

Les violences générées par le conflit qui dure depuis plus de deux ans dans la bande de Gaza ont causé des traumatismes psychologiques, notamment chez les enfants.

Par Malika Azeb

Médecins sans frontières a alerté sur la nécessité d'une prise en charge en matière de santé mentale, notamment chez les jeunes, soulignant que la majorité d'entre eux ont subi des traumatismes parfois irréversibles comme la perte d'usage de la parole suite au génocide.

Pour certains, la cause est physique, avec des traumatismes crâniens, des lésions neurologiques ou des blessures causées par les explosions, tandis que d'autres, bien que ne présentant pas de blessures visibles, voient leur mutisme être la conséquence d'une exposition aux différentes violences qui dépassent leur capacité à assimiler ou à parler.

La psychothérapeute Katrin Glatz Brubakk, qui a travaillé à deux reprises avec Médecins sans frontières (MSF) dans la bande de Gaza, a décrit la situation prévalant à Gaza comme une souffrance silencieuse, souvent masquée par l'ampleur des destructions.

« Les enfants perdent l'usage de la parole en réponse à un traumatisme extrême », a affirmé cette psychothérapeute, en ajoutant que « ce sont des enfants qui ont été exposés à un traumatisme extrême et qui, sans aucune cause médicale, arrêtent de parler ».

Elle a décrit des enfants qui ont perdu des proches, ont été témoins de la mort, ont été blessés ou ont subi des violences répétées et pour qui le silence est la seule alternative pour faire face à une situation difficilement gérable.

« À un certain moment, le



monde semble totalement imprévisible et l'enfant se trouve en danger immédiat ; ce n'est pas un choix, c'est une réaction physique », explique Mme Katrin Glatz Brubakk.

Ajoutant que « même lorsqu'un enfant semble être renfermé, le système nerveux est toujours en état d'alerte ».

Dans d'autres cas, ces enfants tombent dans une réaction de paralysie physique où le corps se met en état d'arrêt face à une menace, il est en mode d'alerte, a également expliqué cette spécialiste.

« Avec le temps, cela a des effets très graves sur le développement », avertit-elle.

Selon Mme Brubakk, l'ampleur et l'intensité des traumatismes à Gaza sont sans précédent par rapport à tout ce qu'elle a pu observer

au cours de plus de dix ans de carrière. « Je travaille sur le terrain depuis 12 ans, et rien n'est comparable à Gaza. Absolument rien », affirme-t-elle. « Il n'y a actuellement personne à Gaza qui ne soit touché », déplore-t-elle, expliquant que Gaza se caractérise par une absence totale de sécurité.

« Des bombes partout, tout le monde est touché et tout le monde est en danger, il n'y a aucune sécurité et cette situation est exacerbée par l'effondrement des soins de santé et des services essentiels », a indiqué Mme Brubakk.

« Vous ne pouvez pas obtenir l'aide dont vous avez besoin, physiquement ou mentalement, et vous ne pouvez pas vous échapper », dit-elle. « Il n'y a nulle part où aller. Et c'est cette combinaison qui rend

les conséquences si graves », regrette-t-elle.

Pour elle, la conséquence la plus souvent négligée ne réside pas seulement dans les blessures visibles, mais aussi dans ce qu'elle appelle une « conséquence silencieuse à long terme qui se développe insidieusement ».

À l'hôpital Hamad de la ville de Gaza, les médecins disent que la perte de l'usage de la parole chez les enfants est en augmentation.

« Le processus de guérison du mutisme lié à un traumatisme est lent et fragile », a expliqué la psychothérapeute, car les personnes présentant des troubles tels que la perte d'usage de la parole nécessitent une prise en charge thérapeutique spécialisée et des outils de rééducation adéquats qui manquent au niveau des structures sanitaires encore debout.

Pour sa part, le docteur Musa El Khorti, chef du service d'orthophonie de l'hôpital Hamad à Gaza, a déclaré que « ce type de progrès repose sur des soins structurés et réguliers, de plus en plus difficiles à mettre en place », ajoutant que les enfants atteints de troubles tels que le mutisme sélectif ou l'aphonie hystérique ont besoin d'outils spécialisés et d'une rééducation à long terme. « Ces troubles nécessitent une prise en charge thérapeutique spécialisée et des outils de rééducation ; nombre de ces outils ont été endommagés ou perdus durant la guerre », explique ce médecin.

Les cas varient, mais beaucoup suivent un schéma similaire : une perte soudaine de la parole après une blessure ou après avoir été témoin de violence.

Les médecins soulignent que, sans prise en charge continue, ces troubles peuvent avoir des répercussions à long terme sur le développement, en particulier lorsqu'ils sont liés à un traumatisme psychologique.

M.A

LES MÉTIERS D'ART TRADITIONNELS AU CŒUR D'UN COLLOQUE AU MAMO

Les travaux d'un Colloque consacré aux métiers d'art traditionnels, intitulé " Le lehaf et la melhfa comme modèles ", ont été ouverts samedi au Musée public national d'art moderne et contemporain d'Oran (MaMo), dans le cadre de la célébration du Mois du patrimoine placé sous le slogan : " Notre patrimoine, notre civilisation ".

Organisée sous le thème " Le lehaf et la melhfa : un patrimoine en renouvellement ", cette rencontre est initiée par le MaMo en coordination avec l'association touristique " Adjial El-Moustakbal " d'Oran. Elle réunit des artisans, des associations activant dans les domaines de l'artisanat, du tourisme et de la préservation du patrimoine, ainsi que des étudiants des Beaux-arts.

Cette manifestation vise à mettre en valeur le savoir-faire artisanal lié à la confection du " lehaf " et à faire connaître ce métier ancestral qui perdure malgré l'évolution des modes d'ameublement et des literies traditionnelles, a indiqué à l'APS le directeur du musée, Djamel Eddine Baraka.

Dans cette optique, le musée ambitionne de consacrer un espace dédié à la promotion de ce patrimoine culturel à travers une approche moderne intégrant une touche artistique renouvelée et des créations innovantes, afin de contribuer à la préservation de cet héritage culturel et artistique algérien, a ajouté le même responsable.

Cette rencontre, à laquelle prennent part notamment les associations " Nassim El Bahia ", " Errahma " pour le tourisme et " Art et Culture Nour El Fadl pour la promotion de la jeune fille ", constitue également une opportunité de faire découvrir les métiers artisanaux et le savoir-faire des artisans spécialisés dans la fabrication du " lehaf ", considéré comme un élément incontournable de la décoration des foyers algériens, a

souligné le président de l'association touristique " Adjial El-Moustakbal ", Mokhtar Dhabat.

Le Colloque, comprenant des expositions ainsi que des séances scientifiques et de dialogue, met également en lumière l'importance de la " melhfa ", habit traditionnel algérien authentique, en tant que symbole d'identité et d'élégance dans le patrimoine national.

A cette occasion, une présentation réalisée à l'aide de l'intelligence artificielle a retracé l'histoire de la " melhfa ", répandue dans plusieurs régions du pays, ainsi que celle du " lehaf ", couverture traditionnelle confectionnée en coton ou en laine et ornée de broderies géométriques, utilisée aussi bien au quotidien que lors des fêtes et cérémonies pour embellir les espaces de réception.

Dans le cadre de ce Colloque, une exposition présentant différents modèles de " lehaf " et les techniques modernes de leur confection a également été organisée. Un espace dédié à des poupées vêtues de costumes traditionnels, documentant ce patrimoine, a par ailleurs été aménagé par l'artisane Salima Miri afin de mettre en valeur les différents types de " melhfa ".

Pour sa part, le responsable de la start-up touristique et culturelle " Wijhatoukom " à Oran, Fayçal Meftah, a estimé que cette exposition " offre une vision globale de la décoration intérieure des maisons algériennes, reflet de notre identité et de notre authenticité, tout en permettant aux touristes de découvrir ces trésors patrimoniaux inspirés de nos traditions ".

Le programme de cette manifestation, qui se poursuivra jusqu'à lundi prochain, prévoit également des ateliers interactifs autour des techniques de tissage et de broderie destinés aux jeunes, ainsi que des conférences consacrées à l'histoire du " lehaf " et de la " melhfa ".

R.C

ACCIDENTS DE LA ROUTE 12 MORTS ET 432 BLESSÉS DURANT LES DERNIÈRES 48 HEURES

Douze (12) personnes sont décédées et 432 autres ont été blessées dans des accidents de la route survenus ces dernières 48 heures dans plusieurs wilayas du pays, indique, samedi, un bilan de la Protection civile.

Le bilan le plus lourd a été enregistré au niveau de la wilaya de Tiaret, avec 4 personnes décédées et 2 autres blessées, suite à une collision entre deux véhicules, survenue sur la RN N 77, Daira Hamadia, précise la même source.

Par ailleurs, l'intervention de la Protection civile a permis de prodiguer des soins de première urgence à 5 personnes incommodées par le monoxyde de carbone, émanant des dispositifs de chauffage et des chauffe-eaux à l'intérieur de leurs domiciles dans les wilayas de Sétif, Constantine et Médéa.

En outre, l'intervention des éléments de la Protection civile de la wilaya de M'Sila a permis le sauvetage, puis l'évacuation vers l'hôpital local de 4 personnes, âgés entre 10 et 18 ans, suite à une chute dans l'oued "El Kasba", puis emportés par les crues de l'oued, au niveau de la commune et de la Daira de M'Sila.

Durant la même période, les éléments de la Protection civile de la wilaya de Mostaganem sont intervenus, pour le repêchage d'un enfant décédé par noyade dans un barrage à "Oued Kramiss", commune d'Ouled Boughalem, daira d'Achaacha.

Par ailleurs, les éléments de la Protection civile sont intervenus pour l'extinction de 7 incendies urbains et divers à travers les wilayas, d'Alger, M'Sila, Jijel, Tipaza et Ouargla, sans enregistrer de victimes.

R.C

FOOTBALL / LIGUE 1 MOBILIS (28E JOURNÉE)

LE MC ALGER CHAMPION D'ALGÉRIE POUR LA 10^e FOIS

Le MC Alger a officiellement remporté le dixième titre de champion d'Algérie de son histoire, malgré son nul à domicile contre le MB Rouissat (1-1) vendredi soir au stade Ali Amar de Douéra, en clôture de la 28e journée de Ligue 1 Mobilis.

Le Doyen n'avait besoin en effet que d'un seul point pour égaler le record du CR Belouizdad avec dix titres de champions à son palmarès.

Le Mouloudia a ouvert le score à la 23^e minute de jeu, par le fer de lance guinéen Saliou Bangoura, qui s'était retrouvé à la conclusion d'un joli mouvement collectif (1-0).

Une avance que les Vert et Rouge maintiendront jusqu'à la 90'+3, moment choisi par leur ancien buteur Kheireddine Merzougui pour niveler la marque d'un tir à bout portant.

Une égalisation qui n'a affecté en rien l'objectif principal du MCA, car même ce résultat nul suffisait à son bonheur. D'ailleurs, les Vert et Rouge ont chaudement fêté ce dixième sacre avec leurs fidèles supporters, qui étaient nombreux à faire le déplacement au stade Ali Amar.

De son côté, la JS Kabylie s'est offerte une vraie balade de santé face à l'Entente de Sétif, qu'elle a étrillé (5-1) à Tizi-Ouzou, grâce notamment aux réalisations d'Izem (27'), Messaoudi (68') et surtout Aymen Mahious, auteur d'un triplé aux 43' (sur pénalty), 62' et 81'.

Un peu plus tôt dans la journée, l'USM Khenchela a conforté sa place au milieu du tableau, en battant la lanterne-rouge, le MC El Bayadh (2-0), alors qu'au même moment, le CR Belouizdad a réussi à ramener une courte mais précieuse victoire de son périlleux déplacement chez l'Olympique Akbou (1-0).

L'USMK s'est imposée grâce aux réalisations d'Etouga (32') et Matouti (90'+2), alors que Benzid a offert la victoire au Chabab, d'une belle tête croisée au deuxième poteau, après un joli centre du côté droit, bien brossé par le Tunisien Benhamouda.

Les péripéties de cette 28e journées avaient démarré jeudi, avec le déroulement des trois premiers matchs inscrits à son programme et dont la JS Saoura a été la plus grande bénéficiaire, en ramenant une précieuse victoire (4-0) de son déplacement chez l'ES Mostaganem, avant-dernier au classement et déjà reléguée en palier inférieur.

Le club de Bécharr avait ouvert le score grâce à Saâdi (23'), avant que Sikiru et Fetouhi ne fassent le break trois minutes plus tard en ajoutant deux autres buts, aux 26' et 27'. Après la pause, le Nigérian



Sikiru est revenu à la charge pour ajouter un quatrième but (50') et s'offrir un doublé sur le plan personnel. Une cinquième victoire lors des six derniers matchs, pour la JSS et grâce à laquelle elle consolide sa deuxième place au classement général, avec 50 points.

Une place qualificative pour la prochaine édition de la Ligue des champions, tout en ayant un match en retard, prévu le mardi 12 mai courant, à domicile face au CR Belouizdad (20h00), dans le cadre de la mise à jour de la 19e journée.

Dans les autres matchs disputés jeudi, le Paradou AC a corrigé le CS Constantine (5-3), grâce notamment au jeune Mohamed Amine Ramdaoui, auteur d'un triplé aux 30', 46', et 66', au moment où

le MC Oran s'est contenté du minimum requis pour dominer l'ASO Chlef (1-0).

Des victoires importantes, là encore, même si les objectifs du Paradou et du MCO sont diamétralement opposés, puisque le premier joue pour sa survie en Ligue 1 (14e/24 pts) alors que le second cherche à décrocher une qualification continentale (3e/48 pts).

Cette 28e journée est amputée du derby ES Ben Aknoun - USM Alger, reporté à une date ultérieure en raison de l'engagement des Usmistes en finale (aller) de la Coupe de la Confédération africaine, prévue ce samedi au stade du 5-Juillet (20h00), face au Zamalek d'Egypte.

RS/APS

INFRASTRUCTURES SPORTIVES LANCEMENT PROCHAIN DE LA RÉALISATION DE 5 COMPLEXES SPORTIFS DE PROXIMITÉ À JIJEL

La réalisation de cinq complexes sportifs de proximité sera lancée prochainement dans la wilaya de Jijel, a-t-on appris samedi auprès du Directeur de la jeunesse et des sports.

Dans une déclaration à l'APS, Amine Meziane Cherif a précisé que dans le cadre du développement du réseau de structures sportives et de jeunesse, la réalisation de ces cinq complexes sportifs de proximité a été programmée au titre de l'année 2026.

Les études techniques de ces projets prévus dans les communes de Jijel, Emir Adbelkader, Taher, El Milia et Boucif Ouled Askeur ont été élaborées ainsi que les cahiers de charge et leurs travaux débiteront au terme des procédures et la désignation des entreprises de réalisation, selon la même source.

Ces structures sont appelées à "permettre aux jeunes de développer leurs talents et échanger leurs expériences", selon le même responsable qui a précisé que la direction du secteur prévoit la réception de plusieurs structures courant 2026 dont des Maisons de jeunes à Ouled Rabah, Bordj T'har, Chahna et Emir Adbelkader ainsi qu'une auberge de jeunesse à Taher.

RS

FOOTBALL MODIFICATION DU RÈGLEMENT DISCIPLINAIRE POUR LE MONDIAL 2026 (FIFA)

La Fédération internationale de football (FIFA) a annoncé une modification de son règlement disciplinaire pour la Coupe du monde 2026, afin d'éviter que certaines suspensions contractées lors des éliminatoires ne soient reportées à la phase finale du tournoi.

Dans un communiqué publié samedi sur son site officiel, l'instance dirigeante du football mondial a indiqué que le Bureau du Conseil de la FIFA avait décidé, après consultation des confédérations, d'amender l'article 10, alinéa 2, du règlement de la compétition.

Selon cette nouvelle disposition, les cartons jaunes uniques ainsi que les suspensions d'un ou deux matches non purgées liées à des avertissements accumulés pendant

les éliminatoires, à des expulsions pour double avertissement ou à certains cartons rouges directs ne seront plus reportés à la phase finale du Mondial 2026 prévu du 11 juin au 19 juillet prochain aux Etats-Unis, au Mexique et au Canada.

La mesure concerne notamment les expulsions pour avoir annihilé une occasion manifeste de but, empêché l'équipe adverse de marquer ou commis une faute grossière. En revanche, les autres suspensions résultant de cartons rouges directs reçus lors des qualifications resteront applicables pendant la phase finale du Mondial 2026.

La FIFA a expliqué que cette décision visait à permettre aux sélections qualifiées d'aligner

leur meilleure équipe sur la plus grande scène du football masculin international, tout en maintenant "un juste équilibre entre l'intégrité disciplinaire et la qualité ainsi que l'équité de la compétition".

L'instance avait déjà validé, lors d'une réunion de son Conseil le 28 avril dernier à Vancouver, une autre modification disciplinaire concernant la phase finale du Mondial 2026.

Désormais, les cartons jaunes uniques reçus pendant le tournoi seront effacés à l'issue de la phase de groupes puis après les quarts de finale, afin d'éviter que des joueurs soient suspendus pour les demi-finales ou la finale en raison d'accumulations d'avertissements.

RS

CYCLISME SUR PISTE / CHAMPIONNATS D'AFRIQUE 2026 LA SÉLECTION ALGÉRIENNE À PIED D'ŒUVRE À ABUJA

La sélection algérienne (messieurs/dames) de cyclisme sur piste est à pied d'œuvre depuis vendredi au Nigéria, en prévision des Championnats d'Afrique 2026 de la spécialité, qui se dérouleront du 10 au 17 mai courant, au vélodrome d'Abuja.

Dirigée par le coach Abdellasset Hannachi, "la sélection nationale a effectué samedi matin sa première séance d'entraînement au vélodrome d'Abuja, pour apporter les derniers réglages à sa préparation avant l'entrée en compétition"

a-t-on appris auprès de la Fédération algérienne de la discipline (FAC). Outre les treize cyclistes engagés chez les valides (10 messieurs et 3 dames), l'Algérie sera représentée par deux autres athlètes, dans les épreuves de para-cyclisme. Il s'agit d'Aymen Djaber et Zine-Eddine Merabet. Dans la catégorie Elite/messieurs, la Direction technique nationale a retenu Oussama Mimouni, Hamza Yacine, Nadjib Assel, Anes Riahi et Yacine Chalel, alors que Saâd Bouchelaghem, Ab-

dallah Allal, Selmane Mansouri, Adbelkader Bouchelaghem et Ahmed Ilyès Gaguèche sont engagés chez les jeunes. Pour ce qui est des dames, les couleurs nationales seront représentées par Yassamine El Meddah, Malak Mechab et Sihem Bousebaâ, sous la direction du coach.

La sélection nationale ambitionne de récolter un maximum de médailles de différentes couleurs, aussi bien chez les messieurs que chez les dames.

RS

MASCARA CÉLÈBRE LES MÉTIERS ANCESTRAUX

LE DEVOIR DE TRANSMETTRE LE SAVOIR-FAIRE DES AÎEUX

La place du centre-ville de Mascara accueille, depuis vendredi, la première édition des Journées nationales de valorisation des métiers traditionnels. Organisée par la Direction de la culture et des arts dans le cadre de la célébration du Mois du patrimoine, cette manifestation réunit des artisans venus de plusieurs régions du pays. Elle vise à transmettre à plus de 200 jeunes participants les secrets de fabrication du zellige, de la poterie et du tissage, afin de préserver les savoir-faire ancestraux algériens.

Par Hamida Indja

Des ateliers consacrés au patrimoine artisanal traditionnel ont été lancés vendredi sur la place «Vivre ensemble en paix», au centre-ville de Mascara. Cette initiative s'inscrit dans le cadre de la première édition des Journées nationales de valorisation des savoir-faire et des pratiques traditionnelles, dont les activités se poursuivent sur cette même place.

Ces ateliers sont organisés par la Direction de la culture et des arts et s'adressent à plus de 200 jeunes intéressés par le patrimoine artisanal, les métiers traditionnels et les activités liées à l'artisanat. Ils concernent également les artisans débutants de la wilaya.

Le programme comprend plusieurs



spécialités liées au patrimoine traditionnel algérien. Les participants découvrent la fabrication du zellige, le tissage traditionnel, les vêtements traditionnels masculins, ainsi que l'artisanat utilisant l'alfa et le doum.

D'autres ateliers portent sur la fabrication des tuiles et sur l'utilisation du roseau dans les constructions et les toitures traditionnelles. D'autres activités sont également consacrées

à la confection de matériaux en argile et de poteries traditionnelles.

Selon les organisateurs, ces ateliers, qui se déroulent sur deux jours, permettent aux participants de recevoir des informations sur les méthodes de fabrication des produits artisanaux traditionnels. Des explications sont également fournies sur les techniques de construction utilisant des matériaux naturels comme le

bois, l'argile et le roseau.

Concernant la partie pratique, un programme spécifique a été mis en place afin de permettre aux participants d'apprendre directement les techniques artisanales. Ces formations sont encadrées par des artisans spécialisés dans les métiers traditionnels et la valorisation du patrimoine artisanal algérien.

La place «Vivre ensemble en paix» accueille également plusieurs activités et expositions artisanales organisées dans le cadre de cette première édition des Journées nationales de valorisation des savoir-faire et des pratiques traditionnelles. Les visiteurs peuvent y découvrir différents produits, notamment des objets en argile, en céramique et en bois sculpté, ainsi que des tapis, des textiles traditionnels et des éléments de zellige et de mosaïque.

L'exposition comprend aussi des stands artisanaux, des broderies sur soie et plusieurs autres objets fabriqués à base d'alfa et de doum, le tout dans le but de mettre en valeur la richesse du patrimoine culturel algérien.

Cette manifestation est organisée dans le cadre de la célébration du Mois du patrimoine par la Direction de la culture et des arts. Elle rassemble plus de vingt artisans et artisanes spécialisés dans les métiers traditionnels, venus des wilayas de Mascara, Tiaret et Tlemcen.

H.I

UNE NOUVELLE SCÈNE POUR RÉVÉLER LES TALENTS ARTISTIQUES À ALGER L'ÉCOLE "CORPS ET ACCORDS" OUVRE SES PORTES AVEC L'AMBITION DE FORMER UNE NOUVELLE GÉNÉRATION D'ARTISTES

Une nouvelle école consacrée aux arts de la scène, baptisée «Corps et Accords», a ouvert ses portes vendredi à Alger, en présence de nombreux artistes issus de différents univers culturels ainsi que de familles venues inscrire leurs enfants.

Installé à Chéraga, dans la localité de «Petit Staoueli», ce nouvel établissement culturel ambitionne de devenir «un véritable centre de formation aux arts de la scène en Algérie». Pensé comme «un espace dédié à l'expression artistique sous toutes ses formes», le projet a été présenté par sa fondatrice, Mme Linda Slaïm.

Multi-instrumentiste passionnée, cette dernière explique que l'école repose sur «un enseignement rigoureux et de qualité», alliant théorie et pratique, destiné aussi bien aux enfants qu'aux adultes. L'établissement accorde également une importance particulière à la «préservation, la transmission et la

valorisation du patrimoine culturel algérien».

La directrice pédagogique, Mme Nawel Ouadah, a indiqué que plusieurs classes seront proposées dans les domaines de la musique, notamment «andalouse, classique et moderne», ainsi qu'en chant et en pratique instrumentale, selon des «méthodes adaptées», en cours collectifs ou individuels.

Concernant les instruments enseignés, elle a précisé que les élèves pourront apprendre le «Qanun, le piano, la guitare, le violon, la mandoline, le luth ainsi que le chant polyphonique (chorale)». Pour la danse, les inscrits auront le choix entre les styles classique, contemporain et oriental, avec la possibilité d'élargir ultérieurement l'offre à d'autres disciplines chorégraphiques. Le théâtre et les arts plastiques occupent également une place importante dans cette nouvelle structure, qui s'appuie sur des «enseignants spécialisés» chargés d'assurer

des formations intensives dans ces disciplines «aux exigences élevées», afin de «stimuler la créativité et développer les aptitudes artistiques» des apprenants, a ajouté Mme Ouadah. Misant sur la «maîtrise technique» des élèves, la responsable de l'établissement a souligné qu'au-delà des enseignements théoriques et des exercices pratiques, les apprenants seront amenés à renforcer leur «sens artistique» et leur «créativité», sous la supervision de «formateurs expérimentés» issus des écoles supérieures et du mouvement associatif. Grâce à une démarche pédagogique moderne, ouverte et accessible à tous, l'école d'art «Corps et Accords» aspire à devenir «un lieu d'épanouissement où chacun pourra développer son talent et explorer pleinement son potentiel artistique», a conclu la fondatrice, Mme Linda Slaïm.

R.C

LECTURE DU SAINT CORAN QUELQUES 500 PARTICIPANTS À LA DEUXIÈME "SELKA" CORANIQUE DU GOURARA

Quelque 500 participants, issus de différentes localités et communes de la wilaya de Timimoun, ont pris part à la deuxième édition de la "Selka" (lecture collective et entière du Coran) du Gourara, qu'a abritée, vendredi soir, la commune de Timimoun.

Cette édition, à laquelle ont assisté les autorités locales, un représentant du ministère des Affaires religieuses et des Wakfs et un public nombreux, entre dans le cadre des efforts de préservation du legs religieux et culturel de la région du Gourara (Timimoun), l'incitation des jeunes à l'apprentissage du Coran, ainsi que le développement des concours de récitation du Coran entre disciples de différentes écoles d'apprentissage et de récitation du Coran, a indiqué Mohamed Bouzizaoui, cadre à la direction locale des Affaires religieuses et des Wakfs.

Cette forme de lecture collective, plus connue dans la région de "Selka", porte sur le regroupement des apprenants du Saint Coran, de toute la wilaya, pour se lancer, depuis la prière d'El-Asr à celle de Fadjr du jour suivant, dans la récitation entière et

non-stop du Saint-Coran.

Faisant partie de pas moins de 124 Selka organisées annuellement à travers les localités et ksour du Gourara, cette tradition religieuse permet, entre-autres de ses bienfaits et objectifs, l'apprentissage et la lecture correcte du Livre sacré par les participants.

Intervenant à cette occasion, le wali de Timimoun, Benamar Souna, a mis en avant l'importance de la préservation de cette tradition ancrée dans le patrimoine religieux et culturel de la région, avant de saluer le nombre important de récitateurs et apprenants du Livre saint dans la région, et de rendre hommage aux écoles coraniques pour leur mission d'enseignement, d'apprentissage et de préservation du référent religieux du juste milieu et de la modération.

Cette "Selka" a été sanctionnée par une remise de prix symboliques à des apprenants du Coran des écoles coraniques, des Khatib (prêcheurs) et des muezzins.

R.S

BORDJ BOU ARRERIDJ OUVERTURE DU SÉMINAIRE NATIONAL AÏCHA-HADDAD DES ARTS PLASTIQUES

Les travaux du Séminaire national Aïcha-Haddad des arts plastiques ont été ouverts samedi à Bordj Bou Arreridj avec la participation de 42 artistes de plusieurs wilayas, des écoles des beaux-arts et des musées. Organisée par la Direction de la culture et des arts sous l'égide du ministère de tutelle au Complexe culturel Aïcha-Haddad, cette manifestation qui se poursuivra jusqu'au 11 mai vise à promouvoir le patrimoine culturel local et favoriser l'échange entre artistes algériens, a indiqué le directeur du complexe culturel, Aboubakr Messili. Initié dans le cadre du Mois du Patrimoine (18 avril-18 mai) et la commémoration des massacres du 8 mai 1945, ce Séminaire a été ouvert par la présentation d'une pièce de théâtre coproduite par le complexe culturel et l'association culturelle Numidia et le lancement des ateliers artistiques. Le programme du Séminaire comporte également la réalisation d'une fresque dédiée aux massacres du 8 mai 1945 et des sorties vers le site historique Bordj El-Mokrani et le village séculaire El Goléa. Le directeur de l'École régionale des beaux-arts de Tipasa, Salim Rekah a salué l'initiative, précisant que son établissement participe avec plusieurs œuvres dont des toiles, des sculptures et des conceptions d'intérieur. Le stand du musée public Nasreddine-Dinet de Boussaâda (M'sila) participe également par la présentation des œuvres de Dinet à travers de vidéos assistées par intelligence artificielle dans une initiative de numérisation du patrimoine artistique algérien.

R.C

L'INCUBATEUR DE CALIFAT

COMMENT LA CIA, LE MI6 ET LE MOSSAD ONT TRANSFORMÉ LE DJIHADISME EN UN INSTRUMENT D'ÉTAT

Le terrorisme utile est armé par des mandataires. Lorsqu'il est gênant, on lui envoie des drones. Quand il cesse, il atteste du succès. Quand il resurgit, il fournit l'argument pour tout

Par Marcos Paulo Candeloro
In mondialisation.ca

L'État islamique s'est imposé dans l'imaginaire occidental comme une apparition démoniaque : barbes, drapeaux noirs, vidéos d'exécutions, pick-up dans le désert, décapitations diffusées en haute définition, femmes réduites en esclavage, villes capturées, pétrole de contrebande et un théâtre de l'horreur servi en temps réel à une civilisation déjà incapable de distinguer l'information de la propagande et une opération psychologique médiocre. La version officielle exigeait des explications simples, et elles ont été fournies avec l'habituel empressement : des fanatiques religieux surgis de nulle part, cédant collectivement à la folie, défiant le monde libre, puis combattus par ces mêmes puissances qui, indignées par tant de barbarie, ont repris leur rôle favori de pompiers pour éteindre un incendie qui se déclare toujours à proximité de leurs propres allumettes.

La réalité a tendance à être moins hollywoodienne et bien plus indécente

Le premier document démythifiant ce fantasme n'est ni une brochure clandestine ni un délire hallucinatoire issu des confins d'internet. Il s'agit d'un rapport de la RAND Corporation rédigé en 2008 pour l'armée américaine sous le titre *Unfolding the Future of the Long War*. La stratégie y apparaît avec le sang-froid propre aux laboratoires impériaux : diviser pour régner, exploiter les fractures entre les groupes salafistes-djihadistes, déploiement d'opérations secrètes, d'opérations d'information, une guerre non conventionnelle et des forces locales, mobiliser les djihadistes nationalistes contre les transnationaux, et tirer parti de la guerre entre sunnites et chiites en prenant le parti des régimes sunnites conservateurs contre les mouvements chiites alignés sur l'Iran. Tout y est. Ce n'est pas un complot, mais une recommandation stratégique émanant d'une institution financée par l'État sécuritaire américain lui-même. Le think tank ne l'a pas imaginé. Il l'a facturé.

La doctrine était d'une simplicité désarmante : lorsque l'ennemi principal est l'axe Iran-Syrie-Hezbollah, toute force capable de l'affaiblir devient un atout. Le djihadiste cesse d'être une menace absolue et devient une ressource tactique. Le fanatique devient une arme. La milice un mandataire. La frontière un corridor. La guerre civile un laboratoire. Le nombre de victimes civiles, des dommages collatéraux gérables par conférence de presse.

Puis vint la Syrie

Washington a présenté la guerre contre Assad comme une tragédie morale, la démocratie contre la dictature, le peuple contre le tyran, le printemps contre l'hiver. Pendant ce temps, en coulisses, le discours était tout autre : changement de régime, isoler l'Iran, contenir la Russie, frag-



menter le Levant, redessiner le corridor énergétique et exploiter de manière calculée les divisions confessionnelles. Les câbles diplomatiques de WikiLeaks ont déjà révélé l'obsession américaine d'exploiter les vulnérabilités internes du gouvernement syrien, notamment les craintes sunnites face à l'influence iranienne comme instrument de déstabilisation. En 2012, un rapport de l'Agence de renseignement de la Défense (DIA) indiquait que les groupes salafistes radicaux constituaient les forces centrales de l'insurrection syrienne, qu'Al-Qaïda en Irak figurait parmi les acteurs concernés, et que l'émergence d'une principauté salafiste dans l'est de la Syrie était envisagée. Le rapport notait également que cet objectif correspondait aux intérêts des puissances soutenant l'opposition, puisqu'il isolerait le régime syrien. En termes moins bureaucratiques, le monstre est apparu avant même d'avoir reçu un nom, un drapeau et une capitale improvisée. La paperasserie a précédé l'atrocité.

Puis vint la fiction des rebelles modérés

Pendant des années, la presse occidentale a àonné la formule avec la soumission liturgique de ceux qui apprennent leur catéchisme par cœur. Les modérés, c'étaient les groupes armés recevant des armes, une formation, de l'argent, une couverture diplomatique et une façade sémantique. Les modérés, ce sont les combattants qui, sur le terrain, se battent souvent aux côtés de factions djihadistes, leur cèdent des arsenaux, leur vendent du matériel, changent de drapeau au gré des flux financiers et traitent la frontière entre opposition civile et milice islamiste comme une abstraction maintenue pour la consommation des spectateurs de CNN. Le programme de la CIA connu sous le nom de Timber Sycamore a officialisé ce mécanisme. Le journalisme américain lui-même a fini par reconnaître l'existence du programme secret d'armement et de formation des rebelles anti-Assad, lancé sous Obama et abandonné par Trump en 2017. Al Jazeera et le New York Times ont rapporté que les armes envoyées par la CIA et l'Arabie saoudite en Jordanie pour les rebelles syriens ont été volées par des agents des services de

renseignement jordaniens et vendues au marché noir, inondant la région de fusils, de mortiers et de grenades propulsées par fusée.

Tel est le miracle moral de l'empire : il arme le chaos, perd le contrôle des armes, accuse le chaos armé et réclame un budget supplémentaire pour le combattre.

Le MI6 apparaît dans l'intrigue comme il apparaît toujours, élégant, indirect, nimbé d'un brouillard institutionnel, en vieille main impériale rompue à l'art de sous-traiter le sale boulot à une distance confortable. Londres a appris avant Washington que la manière la plus efficace de gérer les incendies coloniaux est de choisir quelles tribus recevront le kérosène.

ET ISRAËL ?

Cher lecteur, voici une partie de l'histoire qu'il convient généralement de traiter avec des gants plus épais que la réalité ne le justifie. L'appareil sécuritaire israélien a opéré en Syrie selon ses propres objectifs stratégiques : repousser les forces iraniennes loin de la frontière, contenir le Hezbollah, contrôler la zone du Golan et s'assurer que l'effondrement de la Syrie favorise la géométrie stratégique de Tel-Aviv. Foreign Policy a rapporté qu'Israël a armé et financé au moins douze groupes rebelles dans le sud de la Syrie, avec des transferts comprenant armes, argent liquide, véhicules et versements mensuels aux combattants. Le Times of Israel a noté que le chef d'état-major de l'armée israélienne de l'époque, Gadi Eisenkot, a reconnu qu'Israël a fourni des armes légères aux groupes rebelles syriens dans le Golan. Qu'on parle de l'armée israélienne, du Mossad, de la sécurité des frontières, du renseignement militaire ou de l'écosystème des opérations extérieures israéliennes, le nom administratif importe moins que la fonction stratégique : exploiter la décomposition de la Syrie pour empêcher la consolidation des ennemis d'Israël près de la frontière. Le djihadisme, lorsqu'il est dirigé contre Damas, Téhéran ou le Hezbollah, cesse d'être une simple menace et devient une variable opérationnelle.

C'EST AINSI QUE L'ENFER S'EST DOTÉ D'UNE CHAÎNE D'APPROVISIONNEMENT

L'État islamique n'avait pas besoin d'être créé autour d'une table avec un procès-verbal, un tampon, du café froid et la signature d'un directeur. Les États intelligents créent rarement leurs monstres de cette manière. Ils créent des contextes. Ils suppriment les barrières. Ils font circuler l'argent. Ils ouvrent le passage. Ils arment des intermédiaires. Ils ignorent les rapports. Ils renomment les extrémistes. Ils transforment les fanatiques en opposants. Ils transforment l'opposition en mandataires. Ils transforment les mandataires en entités territoriales. Et lorsque la créature se libère de sa laisse, ils passent à la phase deux : la guerre contre le terrorisme, les bombardements humanitaires, le budget d'urgence, l'expansion de la surveillance intérieure, les nouvelles bases, les nouveaux contrats, les nouvelles justifications.

L'Empire qualifie cela d'erreur

Erreur est le terme utilisé lorsque la vérité pourrait être jugée devant les tribunaux.

Ce que la Syrie a révélé, c'est l'anatomie morale de la politique étrangère occidentale : la défense de la démocratie comme packaging, le sectarisme comme méthode, le terrorisme comme outil intermittent, l'allié régional comme blanchisseur opérationnel, le think tank comme laboratoire de doctrine et la presse comme service de relations publiques du désastre. Le carnage syrien a également mis à nu les convergences cyniques entre Washington, Londres, Tel-Aviv, Riyad, Doha, Ankara et Amman. Chacun a suivi son propre agenda. Les Américains voulaient remodeler l'équilibre régional. Les Britanniques voulaient préserver la pertinence de l'empire. Les Israéliens voulaient repousser l'Iran et le Hezbollah. Les monarchies du Golfe voulaient éliminer l'influence chiite. La Turquie voulait étendre sa profondeur stratégique et écraser les Kurdes quand cela l'arrangeait. Le résultat a été une succession de cadavres, de réfugiés, de villes rasées, de filles vendues, de minorités massacrées, de chrétiens expulsés, de yézidites réduits en esclavage et de toute une génération ensevelie sous les décombres d'un scénario présenté au public comme une croisade démocratique.

L'État islamique a été le produit fini de cette ingénierie : un califat de complaisance, nourri par les contradictions de ses ennemis et par l'hypocrisie de ses protecteurs indirects. Le drapeau était noir. Le carburant, géopolitique. C'est sans doute ce qui constitue précisément la plus grande obscénité du XXI^e siècle. Ceux-là mêmes qui ont appris au monde à craindre le terrorisme ont su en tirer parti. Quand il est utile, il est armé par des mandataires. Quand il devient gênant, on lui envoie des drones. Quand il disparaît, il devient la preuve même du succès. Et quand il refait surface, il sert d'argument pour tout recommencer.

L'establishment occidental n'admettra jamais sa pleine responsabilité, car pour cela, il faudrait démonter tout l'autel : la CIA, le MI6, le Mossad, le Pentagone, le Foreign Office, les think tanks, les fonds du Golfe, la presse atlantiste, les diplomates, les ONG de façade, les entreprises de reconstruction et les grands prêtres de l'ordre international fondé sur des règles. Cet ordre a engendré le califat, puis a pris la pose pour des photos. Rien de tout cela n'est dû au hasard. C'est une méthode.

Escales sur le Web



Internet, Facebook et les réseaux sociaux sont désormais ancrés dans notre vie quotidienne. On y trouve de tout. Mais nous, nous nous intéresserons uniquement aux productions de ceux et celles qui font de ces formidables moyens de communication des outils utiles au service du savoir, de la culture et de la réflexion positive qui rassemble autour des valeurs hautement humaines auxquelles les Algériennes et les Algériens ont de tout temps adhéré. Cette page accueille aussi les publications du monde arabe et du continent africain.

Page animée Par Salim Nait Ouguelmim

L'HISTOIRE DE SÉMIRAMIS, LA LÉGENDAIRE REINE ASSYRIENNE

Sémiramis est une reine légendaire de Babylone dont l'histoire nous est principalement rapportée par Ctésias de Cnide et Diodore de Sicile.

Elle est la fille de Dercéto, une déesse mi-femme mi-poisson qui vivait dans un lac voisin d'Ascalon, et de Caÿstros, le fils présumé d'Achille et de Penthésilée. Cette union est provoquée par Aphrodite qui avait à se plaindre de Dercéto. Après la naissance de Sémiramis, Dercéto assassine Caÿstros et se réfugie au fond de son lac en abandonnant sa fille. Elle est alors élevée par des colombes qui volent aux agriculteurs et aux bergers de la région le lait et le fromage indispensables à sa nourriture. Découverte par les bergers intrigués par ce manège, elle est confiée à leur chef qui lui donne le nom de Sémiramis (qui vient des colombes en langue Assyrienne).

Devenue jeune femme, elle est épousée par Onnès, un conseiller du roi Ninus de Ninive, dont elle a deux fils, Hyapaté et Hydaspé. Elle conseille son mari de façon si habile qu'il réussit dans la totalité de ses entreprises. Lors d'une expédition en Bactriane, Onnès commet l'erreur d'emmener sa femme qui, prenant la tête d'un groupe de soldats montagnards, s'empare de la citadelle de Bactres et de leurs trésors. Ninus tombe amoureux de Sémiramis et contraint Onnès au suicide. Le roi épouse alors la belle sans difficulté. Elle lui donne un fils Ninyas. Peu de temps après, Ninus meurt et Sémiramis lui succède pour un règne de 42 ans. À la mort de son mari, elle lui fait ériger un tombeau d'une hauteur de 1 620 mètres. Elle est, selon la légende, la fondatrice d'une nouvelle cité qui frappe par son ampleur



et ses dimensions : Babylone. Elle y crée, dans le palais d'occident, les fameux jardins suspendus. Elle détourne l'Euphrate et entoure la future cité de 70 km de remparts. Elle conçoit un réseau de palais qui lui permet de se rendre de l'un à l'autre sans franchir le fleuve. Reine guerrière, en cela elle tient de son grand-père paternel, elle s'empare dit-on de l'Arménie (après avoir vainement tenté de séduire Ara le Beau, selon les traditions arméniennes), la Médie, toute l'Asie jusqu'à l'Indus, où elle est battue, et de l'Égypte et l'Éthiopie. Elle était à la tête d'une armée de trois millions de fantassins et de 500 000 cavaliers. Elle consulte l'oracle d'Ammon qui lui af-

firme qu'elle serait enlevée du nombre des vivants quand son fils Ninyas conspirerait contre elle. De retour après son expédition en Inde, elle apprend que son fils conspire avec les eunuques du palais. Fatiguée, elle lui remet alors le pouvoir et disparaît. La légende prétend qu'elle est transformée en colombe et emportée au ciel afin d'y être divinisée. La légende de Sémiramis a été inspirée par deux reines assyriennes dont les réalisations et les mythes sont confondus. Il s'agit tout d'abord de Sammuramat, épouse de Shamshi-Adad V, roi d'Assyrie. Une stèle a été érigée en son honneur à Assur aux côtés des grandes stèles royales. Elle est la seule reine d'As-

syrie à avoir eu cet honneur. Elle assurait une part du pouvoir politique quand les Assyriens ont mené campagne contre les Mèdes dans les années 810-806 av. J.C. Ces derniers ont été fortement impressionnés par cette reine et ont commencé à créer le mythe. Une partie de la légende récupérée par Ctésias de Cnide vient de là. Elle s'inspire également de Naq'a/Zakutu, épouse de Sennachérib et mère d'Assarhaddon qu'elle aurait encouragé à reconstruire Babylone, ravagée par son père. La reconstruction de Babylone, qui lui est associée, vient probablement de là. Les jardins suspendus pourraient également venir d'ici. En effet, lesdits jardins suspendus de Sémiramis semblent se trouver à Ninive, capitale de Sennachérib et Assarhaddon.

Quelques éclaircissements et précisions :

- Quand on évoque le mot Assyrie, il s'agit bel et bien d'une ancienne région du nord de la Mésopotamie, l'Assyrie contrôle des territoires s'étendant sur la totalité ou sur une partie de plusieurs pays actuels, comme l'Irak, la Syrie, le Liban, la Turquie et l'Iran.

- Quant à Babylone, c'est aujourd'hui un site archéologique majeur qui prend la forme d'un champ de ruines incluant des reconstructions partielles dans un but politique ou touristique. Elle est située sur l'Euphrate dans ce qui est aujourd'hui l'Irak, à environ 100 km au sud de l'actuelle Bagdad, près de la ville moderne de Hilla.

Publié par Samir Benblal sur Facebook, dans Tlemcen, histoire et nostalgie, le 28 avril 2026

L'HISTOIRE DU KALB ELLOUZ À BELCOURT

C'est Ali Turki qui a introduit le Kalb Ellouz en Algérie en 1920, et travaillait avec Hadj Ounis.

Après le décès de Turki, Hadj Ounis avait continué à produire le Kalb Ellouz jusqu'à son décès. Le fils d'Ali Turki, M'hamed, avait repris le flambeau, en relançant la production de ce fameux gâteau avec Hadj-Ali.

Un siècle plus tard, le Kalb Ellouz continue d'occuper le podium, surtout pendant le mois de Ramadhan.

Le métier de pâtissier était autrefois difficile. Tout se faisait à la main.

Il n'y avait pas d'équipements et de machines comme ceux qui existent aujourd'hui, fonctionnant à l'électricité.

Les rares équipements disponibles à l'époque étaient tellement grands qu'ils accaparaient beaucoup d'espace, les courroies s'étendant d'un coin à l'autre du local.

Il fallait beaucoup de temps, plusieurs heures parfois, pour produire une bonne quantité d'une variété d'un même gâteau.

La situation s'était nettement améliorée après la sortie, dès 1952, des premières « machines », dont Hadj-Ali dispose encore d'un exemplaire en état de marche.

Le premier four était sorti en 1948.

C'est cela l'histoire de la pâtisserie.

Hadj-Ali s'était spécialisé, au départ, dans la pâtisserie Européenne, avant de passer à la



pâtisserie Orientale.

"J'ai appris à faire des gâteaux orientaux chez M'hamed Turki, dans le quartier de Belcourt, à Alger.

Turki était, à l'époque, le seul qui faisait de la pâtisserie Orientale " pendant le mois de Ramadan.

Voir moins

Publié par Samir Benblal sur Facebook, dans Tlemcen, histoire et nostalgie, le 22 avril 2026

LES LAMES DE DAMAS

Sur près de mille ans, le monde entier s'est passionné pour les épées sorties des ateliers de Damas.

Capables, selon la légende, de couper en deux un mouchoir de soie flottant dans les airs, les épées de Damas ont longtemps été le cauchemar des Croisés dont les solides armures étaient incapables de résister à leur fer.

Leur secret tiendrait alors de la répartition dans la lame d'un carbure de fer - la cémentite - lequel dessinait à leur surface de splendides reflets moirés.

Récemment, une équipe de scientifiques Allemands de l'université technique de Dresde a découvert en observant une épée de Damas, élaborée par le fameux maître forgeron Persan Assad Allah au 16ème siècle Chrétien, la présence de minuscules nanotubes de carbone, une forme dont l'existence n'a été mise en évidence que récemment.

Les lames de Damas étaient alors façonnées lors d'opérations répétées de chauffage et de martelage, suivant une technique secrètement entretenue par les forgerons de Damas.

Il était alors longtemps sorti de ces ateliers des épées et sabres d'une dureté inégalée.

Publié par Samir Benblal sur Facebook, dans Tlemcen, histoire et nostalgie, le 13 avril 2026





Fajr	Dohr	Asr	Maghreb	Isha
04:02	12:44	16:31	19:40	21:15

ARMÉE NATIONALE POPULAIRE

LE GÉNÉRAL D'ARMÉE SAÏD CHANEGRIHA REÇOIT LA MINISTRE DÉLÉGUÉE AUPRÈS DE LA MINISTRE DES ARMÉES FRANÇAISES ET DES ANCIENS COMBATTANTS

Le Général d'Armée Saïd Chanegriha, ministre délégué auprès du ministre de la Défense nationale, Chef d'Etat-major de l'Armée nationale populaire (ANP), a reçu, samedi, au siège de l'Etat-major de l'ANP, Mme Alice Rufo, ministre déléguée auprès de la ministre des Armées françaises et des Anciens combattants, qui effectue une visite en Algérie à la tête d'une délégation de haut niveau, indique un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN).

La cérémonie d'accueil a été entamée par le salut du drapeau national, suivi du salut militaire présenté à la ministre déléguée française, par des formations représentant les différentes Forces de l'ANP.

Ont pris part à cette rencontre, le Commandant des Forces terrestres, le Secrétaire général du ministère de la Défense nationale, les Commandants de Forces et de la Garde républicaine, le Directeur de Cabinet auprès du ministère de la Défense nationale, le Commandant de la Gendarmerie nationale et des Directeurs centraux de l'Etat-major de l'ANP et du MDN, aux côtés des membres de la délégation française.

Lors de cette audience, les deux parties ont évoqué "les voies et moyens de renforcer la coordination sur les questions d'intérêt commun et ont passé en revue l'état de la coopération militaire bilatérale entre les armées des deux pays".

Elles ont également abordé "les défis auxquels le monde est confronté et échangé leurs points de vue sur diverses questions d'actualité".

A cette occasion, le Général d'Armée a prononcé une allocution, à l'entame de laquelle "il a souhaité la bienvenue à la ministre déléguée et la délégation qui l'accompagne, à l'occasion de cette visite à même d'insuffler une nouvelle dynamique aux relations de coopération entre les deux pays".

"Tout d'abord, je tiens à vous souhaiter la bienvenue en Algérie, ainsi qu'à la délégation qui vous accompagne à l'occasion de cette visite qui intervient à la veille de la célébration en Algérie de la journée nationale de la Mémoire, commémorant les massacres du 8 Mai 1945, lesquels ont constitué un tournant décisif dans l'histoire éternelle de l'Algérie et dans son parcours de lutte pour la liberté et l'affranchissement, dès lors que le peuple algérien, qui avait participé et consenti des sacrifices durant la Deuxième guerre mondiale, était en plein droit de revendiquer un Etat indépendant, souverain dans ses décisions et prospère par ses richesses".

Dans ce contexte, "il incombe aux deux pays d'œuvrer



conjointement pour dépasser les séquelles du passé colonial tragique, sans pour autant l'oublier, et aspirer à un avenir fondé sur le respect mutuel, tout en œuvrant ensemble à la concrétisation des intérêts communs et au relèvement des défis des transformations accélérées que connaissent les scènes régionale et internationale".

De son côté, Mme Alice Rufo "a salué l'accueil chaleureux qui lui a été réservé ainsi qu'à la délégation qui

l'accompagne, et a exprimé sa satisfaction d'être en Algérie et d'avoir pris part aux manifestations commémorant les massacres du 8 mai 1945 dans la wilaya de Sétif". A l'issue de cette rencontre, les deux parties "ont échangé des présents symboliques, avant que Mme Alice Rufo signe le livre d'or de l'Etat-major de l'Armée nationale populaire.

RA

JOURNÉE NATIONALE DE LA MÉMOIRE

LANCEMENT DE LA CARAVANE "MÉMOIRE ET HISTOIRE"

La caravane "Mémoire et Histoire" s'est ébranlée depuis l'Office Riadh El-Feth (OREF) à Alger, avec la participation de 1.500 jeunes, qui parcourront 17 wilayas, à l'occasion de la Journée nationale de la Mémoire, commémorant les massacres du 8 mai 1945, indique samedi un communiqué du ministère de la Jeunesse.

Cette caravane, à laquelle prennent part des jeunes âgés de 18 à 35 ans, connaît une contribution active d'associations et de ligues de jeunesse, dans le cadre d'un périple national à travers 17 wilayas, visant à raviver les gloires de la Révolution de libération et à renforcer l'attachement des jeunes à la Mémoire collective du pays et à

sa glorieuse histoire, précise la même source.

La cérémonie de lancement a été marquée par la présentation de "spectacles artistiques remarquables", notamment une prestation de la chorale "Salil El-Ahrar", ainsi que l'organisation d'une exposition retraçant les étapes de l'histoire de lutte nationale, dans une "atmosphère patriotique exprimant la fidélité aux sacrifices des chouchada et des moudjahidine", lit-on dans le communiqué.

Cette initiative s'inscrit dans le cadre de "la préservation de la Mémoire nationale, de l'ancrage des valeurs de citoyenneté chez les jeunes et de l'enseignement de l'his-

toire glorieuse de l'Algérie aux générations montantes", ajoute la même source.

A noter que cette caravane, placée sous le slogan "la mémoire des générations refuse l'oubli", a été lancée vendredi, sous le patronage du ministre de la Jeunesse chargé du Conseil supérieur de la jeunesse (CSJ), Mustapha Hidaoui, et du ministre, wali de la wilaya d'Alger, Mohamed Abdenour Rabehi.

RA

ARRIVÉE D'UNE DÉLÉGATION DE JEUNES DE LA DIASPORA EN ALGÉRIE POUR PARTICIPER À LA "CARAVANE DE LA MÉMOIRE NATIONALE"

Une délégation de jeunes de la communauté nationale à l'étranger est arrivée à Alger, afin de participer à la "Caravane de la Mémoire nationale", en concrétisation des efforts de l'Etat visant à renforcer l'attachement des enfants de la diaspora à la mère patrie, indique samedi un communiqué du ministère de la Jeunesse.

La délégation a été accueillie à l'aéroport international d'Alger Houari Boumediene par le sous-directeur de la gestion des manifestations de jeunes et des grands événements au ministère, Hassan Boulounis, au nom du ministre de la Jeunesse, chargé du Conseil supérieur de la jeunesse, et qui était accompagné de plusieurs cadres centraux, et du directeur de la jeunesse, des sports et des loisirs de la wilaya d'Alger.

Intervenant à l'occasion de la Journée nationale de

la Mémoire, commémorant les massacres du 8 mai 1945, cette participation illustre les efforts de l'Etat visant à renforcer le lien des enfants de la communauté nationale à l'étranger avec leur mère patrie, précise la même source.

La délégation est composée de 56 jeunes (des deux sexes) qui prendront part à un riche programme national s'étendant du 8 au 20 mai courant, à travers sept (7) grandes haltes historiques et culturelles à Alger, Béjaïa, Constantine, Guelma, Sétif, Tlemcen et Oran.

Cette initiative qualitative, organisée par le ministère de la Jeunesse, en coordination avec le Conseil supérieur de la jeunesse (CSJ), vise à "permettre aux jeunes de la diaspora de mieux connaître l'histoire de l'Algérie, de découvrir les haltes historiques de la Mé-

moire nationale et de renforcer le sens d'appartenance et de fierté de l'identité nationale, à travers un programme varié comprenant des visites de terrain, des rencontres intergénérationnelles, et des ateliers de formation et de création dans le domaine de la production de contenu numérique".

Elle vient également dans "la continuité des efforts du ministère et du CSJ en vue de concrétiser des programmes instructifs et pertinents au profit des enfants de la communauté nationale à l'étranger, de manière à renforcer leur contribution à la dynamique nationale et à faire d'eux des ambassadeurs des valeurs de l'Algérie et de sa glorieuse histoire à travers le monde", conclut le communiqué.

RA